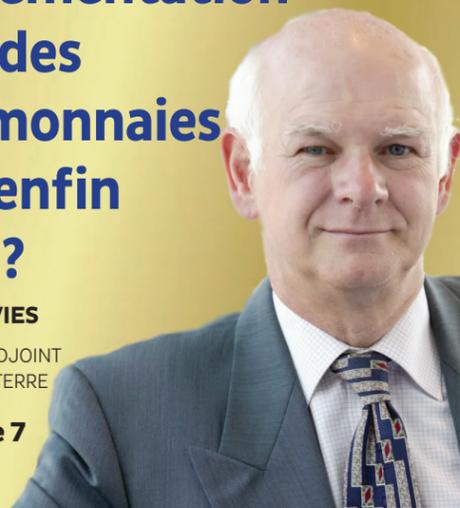


## Une réglementation efficace des crypto-monnaies est-elle enfin possible ?

PAR HOWARD DAVIES

ANCIEN GOUVERNEUR ADJOINT DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

Page 7



Fraude fiscale, faux et usage de faux : Comment les barons de la spéculation opèrent !

Page 4

# La Sentinelle

«Exactitude, exactitude et exactitude. Des faits, des faits et des faits» Joseph Pulitzer

L'ÉCONOMIE HORS HYDROCARBURES PROGRESSE À UN RYTHME SOUTENU EN ALGÉRIE

# Les bons points de la Banque mondiale

Page 5



VISITE DU PRÉSIDENT DU RWANDA EN ALGÉRIE

## Une totale convergence de vues

Dans un contexte géopolitique africain marqué par de multiples défis sécuritaires et économiques, la visite officielle du président rwandais Paul Kagame en Algérie, les 3 et 4 juin 2025, illustre la volonté des deux pays de consolider leurs relations bilatérales et de peser davantage sur les questions continentales. Cette rencontre au sommet, qui fait suite aux discussions entamées en décembre 2024 à Nouakchott en marge d'un sommet mauritanien, s'inscrit dans une dynamique de rapprochement entre l'Algérie et les pays d'Afrique de l'Est, particulièrement avec le Rwanda qui s'est imposé comme un modèle de stabilité et de croissance économique sur le continent. Lors de la déclaration conjointe à la presse, le président de la République Abdelmajid Tebboune a mis en avant «la convergence de vues entre les deux pays sur plusieurs questions régionales et internationales, ainsi que leur attachement au principe de règlement pacifique des conflits et leur rejet des ingérences étrangères dans les affaires du continent africain».

Page 3



Algérie-France  
**Le Conseil de la nation dénonce**

Page 2

Opep+  
**«L'Algérie n'a émis aucune réserve»**

Page 5

Équipe nationale  
**L'armada de Petkovic fin-prête !**

Page 13

## TENSIONS DIPLOMATIQUES ENTRE L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

## Le Conseil de la nation dénonce des «provocations délibérées»

Les relations algéro-françaises connaissent une nouvelle phase de tensions et les récentes déclarations de certains membres du Sénat français ne font que les exacerber.

Le Bureau du Conseil de la nation, présidé par Azouz Nasri, a exprimé mardi sa «vive indignation» face à ce qu'il qualifie de nouvelle dérive de certains sénateurs français à l'égard de l'Algérie. Dans un communiqué officiel, le Bureau du Conseil de la nation a exprimé qu'il suit «avec une vive indignation et un profond désaveu la nouvelle dérive et la provocation délibérée et renouvelée de certains membres du Sénat français à l'égard de la nation algérienne». Le Conseil de la nation pointe particulièrement du doigt l'appartenance politique de ces personnalités, relevant que «ces personnes appartenant à l'ex-

trême droite sont la véritable source des problèmes dans les relations algéro-françaises». Le communiqué va plus loin en dénonçant des pratiques qu'il qualifie de répréhensibles. «Ces individus accumulent scandales et dérives, allant jusqu'à accueillir à intervalles réguliers des éléments terroristes d'une organisation classée comme terroriste, affichant ainsi sans scrupule leur trahison, au mépris des conséquences néfastes que cela engendre sur les relations actuelles et futures entre les deux pays», dénonce le texte.

L'institution parlementaire établit également un parallèle historique

préoccupant en affirmant que «les partisans de l'extrême droite au sein de la France officielle et ceux qui leur emboîtent le pas, autoproclamés défenseurs de la liberté et de la justice, reproduisent les pratiques de leurs prédécesseurs, sans discernement entre le juste et l'injuste». Le Conseil de la nation dénonce également les motivations présumées de ces démarches, estimant que ces parties «bercées d'illusions et cloîtrées dans leurs rêves insensés, s'acharnent à nuire à l'Algérie et à s'ingérer dans ses affaires intérieures dans le but de s'attaquer à son unité nationale». La Chambre haute du Parlement réaffirme la position de principe de l'Algérie en matière de souveraineté nationale. «L'Algérie indépendante n'a jamais cédé face aux tentatives d'ingérence dans ses affaires intérieures, ni toléré les atteintes à sa souveraineté, quelles qu'en soient les justi-

fications», affirme le communiqué, rappelant ainsi la doctrine diplomatique constante du pays depuis l'indépendance.

Le texte met également en avant les réalisations démocratiques de l'Algérie sous la présidence d'Abdelmadjid Tebboune, soulignant que «l'Algérie, populaire et officielle, sous la conduite du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, consolide ses pratiques démocratiques à travers la promotion d'une démocratie participative et l'édification d'un Etat de droit, de justice et de lois». L'unité nationale constitue un autre axe majeur de la réponse algérienne. Le Conseil de la nation affirme que «l'Algérie est forte, solidaire et résiliente, ses composantes sont unies comme les maillons d'une seule et même chaîne où le frémissement de l'un se répercute sur tous les autres».

Le communiqué adopte également

un ton ferme en matière de tolérance aux ingérences extérieures. «Elle ne tolérera aucune forme d'ingérence, qu'elle soit grossière ou subtilement déguisée sous le voile des droits de l'homme, de la justice ou des libertés», prévient l'institution, dénonçant implicitement l'utilisation des questions de droits de l'homme comme instrument de pression politique par certains acteurs occidentaux.

En conclusion, le Conseil de la nation formule un avertissement diplomatique explicite, assurant que «l'Algérie met en garde contre toute dérive susceptible d'aggraver la détérioration des relations bilatérales et tient pour responsables ceux qui, dans leur égarement, ne trouvent ni sommeil ni repos, de toute dégradation ou conséquences graves touchant le cœur même des relations algéro-françaises».

HOCINE FADHELI

## L'Algérie, cible d'une campagne haineuse de «plumitifs à la solde des ennemis de leur pays»

L'Algérie est la cible d'une campagne haineuse et agressive menée par des «orphelins du verbe, plumitifs à la solde des ennemis de leur pays», souligne une contribution publiée sur le site électronique, Algérie Patriotique. Signée par Mokrane Hafsi, la contribution dénonce «des journalistes» et youtubeurs qui propagent depuis plusieurs mois «leur venin contre leurs compatriotes, agissant en souteneurs pour une extrême droite française haineuse et nostalgique du passé colonial». L'auteur trace les liens et parcours de ces propagandistes subversifs au service des partisans de l'entité sioniste et de certains détracteurs que les prises de position de l'Al-

gérie dérangent, notamment celles relatives à la situation prévalant à Ghaza, soumise à une sauvage agression sioniste. «Des agents, souvent affiliés à des officines spécialisées dans la désinformation et les campagnes de déstabilisation, se sont autoproclamés porte-parole de la tendance la plus rétrograde de la France», dénonce l'auteur. Ce dernier cite plusieurs noms engagés dans cette campagne agressive contre l'Algérie, dont Mohamed Sifaoui, sur lequel il écrit : «De l'anti-islamisme à l'islamophobie, Sifaoui a franchi le pas, guidé par sa cupidité et sa soif de gain, quitte à user de la trahison la plus sordide. Rejoignant Ferhat Mehenni dans une obséquiosité totale envers le sionisme, il

a cyniquement justifié le massacre des enfants de Ghaza comme de la «légitime défense». Pour le contributeur, Farid Alilat, qui publie ses articles actuellement dans Le Point, est un autre «orphelin du verbe» qui «incarne parfaitement l'adage populaire kabyle selon lequel «Celui qui ne détient pas du sens à donner est forcément un orphelin du verbe». Il précise d'ailleurs que Le Point «s'est embarqué tête baissée dans une campagne xénophobe et islamophobe, initiée par (le ministre français de l'Intérieur) Bruno Retailleau et ses acolytes d'extrême droite, sous la houlette d'un diplomate haineux, Xavier Driencourt». Sur le cas Kamel Daoud, «le «Goncourt» de service», le contributeur

note qu'il «n'a pas laissé passer l'occasion pour avouer une trahison parfaite, qu'il a tenté de justifier dans un écrit dont le style étriqué trahit une conscience rongée». A cette liste, Mokrane Hafsi ajoute certains «farauds du Net, qui déversent chaque soir leurs invectives sur YouTube». Parmi eux, Anouar Malek «qui ne cesse de démontrer son assujettissement à la puissance coloniale la plus réactionnaire». Et de conclure que tous «ces calomnies, ces infox, ces discours subversifs et cette propagande sordide», qu'ils proviennent de Paris, de Rabat entre autres, convergent vers un seul et même endroit, à savoir l'entité sioniste.

APS

## LA FRANCE FACE À L'ESCALADE DES CRIMES ISLAMOPHOBES

## La Grande mosquée de Paris accuse

La France traverse une période sombre marquée par une escalade inquiétante de la violence islamophobe qui suscite l'émoi. En l'espace d'un mois, deux crimes odieux ont endeuillé la communauté musulmane française et interpellé les pays du Maghreb sur la sécurité de leurs ressortissants dans l'Hexagone. Ces événements tragiques révèlent l'ampleur d'un phénomène qui dépasse désormais le stade des discours de haine pour basculer vers le passage à l'acte meurtrier. Le 25 avril dernier, Aboubakar Cissé, un jeune Malien de 22 ans, était sauvagement égorgé alors qu'il accomplissait ses prières dans une mosquée du Gard. Ce crime d'une barbarie inouïe avait déjà soulevé une vague d'indignation au sein de la communauté musulmane française qui avait organisé des marches de protestation pour dénoncer cet acte terroriste. Beaucoup s'interrogeaient alors sur l'identité de la prochaine victime de cette haine aveugle qui semblait s'enraciner dans une partie de la société française. La réponse tragique est arrivée le 31 mai avec l'assassinat d'Hicham Miraoui, un Tunisien de 35 ans, abattu par balles par son voisin dans le Var. L'auteur du crime, animé par des motivations clairement racistes et islamophobes, a ensuite diffusé des vidéos sur les réseaux sociaux dans lesquelles il exprimait sa haine contre les musulmans. Cette mise en scène macabre témoigne d'une volonté délibé-

rée de «troubler l'ordre public par la terreur», selon les termes du Parquet national antiterroriste qui s'est saisi de l'affaire. L'homme a été arrêté en possession de plusieurs armes de guerre, révélant l'ampleur de sa préparation criminelle.

La Grande mosquée de Paris, par la voix de son recteur Chems-eddine Hafiz, a exprimé sa vive condamnation de ces «actes terroristes» qui frappent successivement la communauté musulmane. «Face à cet acte terroriste, la Grande mosquée de Paris appelle à une prise de conscience urgente et nationale sur le danger des discours xénophobes, racistes et islamophobes», a déclaré le recteur dans un communiqué officiel. L'institution religieuse établit un lien direct entre ces crimes et l'atmosphère délétère entretenue par certains discours politiques et médiatiques. «Il est temps de s'interroger sur les promoteurs de cette haine qui, dans les sphères politiques et médiatiques, sévissent en toute impunité et conduisent à des faits d'une extrême gravité», a ajouté Chems-eddine Hafiz, pointant du doigt la responsabilité des élites françaises dans la banalisation du discours islamophobe. Cette accusation directe contre les «promoteurs de la haine» résonne particulièrement dans un contexte où plusieurs personnalités politiques françaises ont multiplié les déclarations controversées contre l'islam et les musulmans.

## Retailleau au banc des accusés

L'inquiétude dépasse désormais les frontières françaises pour gagner l'ensemble du Maghreb. La Tunisie, pays d'origine de la dernière victime, a vivement condamné cet «acte ignoble» et appelé les autorités françaises à garantir la sécurité de la communauté tunisienne en France. Lors d'un entretien téléphonique avec son homologue français Bruno Retailleau, le ministre tunisien de l'Intérieur, Khaled Nouri, a souligné que «les discours de haine et les appels à l'intolérance constituent souvent un terreau favorable à ce type de violences barbares».

La réponse du ministre français de l'Intérieur soulève cependant des interrogations sur la sincérité de l'engagement des autorités françaises. Bruno Retailleau a certes assuré que «ce criminel ne représente ni la société française, ni les valeurs de la République» et que «le racisme doit être sévèrement puni», mais ses propres déclarations publiques contribuent à alimenter le climat de stigmatisation. Son slogan «à bas le voile», prononcé fin mars lors d'un rassemblement «contre l'islamisme», illustre parfaitement cette contradiction entre les déclarations officielles apaisantes et les prises de position publiques controversées. Cette situation paradoxale révèle l'ampleur du défi auquel fait face la France dans sa gestion de la diversité

religieuse. La surenchère politique autour de l'islam, sous couvert de lutte contre l'islamisme politique et la radicalisation, a fini par créer un climat irrespirable pour la communauté musulmane française, composée majoritairement de citoyens français à part entière. Ce n'est plus seulement l'immigré ou l'étranger qui est visé, mais une frange entière de la société française. L'organisation SOS Racisme dénonce le «résultat d'un travail minutieux mené par le camp du racisme et visant à rendre légitime l'expression du racisme en mots et en actes». Cette analyse rejoint celle de nombreux observateurs qui établissent un lien direct entre la libération de la parole raciste dans les sphères politiques et médiatiques et le passage à l'acte de certains individus radicalisés. La publication récente par le ministère de l'Intérieur français d'un rapport intitulé «Frères musulmans et islamisme politique en France» a encore exacerbé les tensions. La Grande mosquée de Paris a mis en garde contre les risques de stigmatisation, refusant «que la lutte légitime contre l'islamisme ne devienne un prétexte pour stigmatiser les musulmans et servir des agendas politiques particuliers». L'institution dénonce un discours politique qui tend à «construire un problème musulman» et à normaliser «un discours discriminatoire de plus en plus décomplexé».

SALIM AMOKRANE

# VISITE DU PRÉSIDENT DU RWANDA EN ALGÉRIE

## Une totale convergence de vues

Dans un contexte géopolitique africain marqué par de multiples défis sécuritaires et économiques, la visite officielle du président rwandais Paul Kagame en Algérie, les 3 et 4 juin 2025, illustre la volonté des deux pays de consolider leurs relations bilatérales et de peser davantage sur les questions continentales. Cette rencontre au sommet, qui fait suite aux discussions entamées en décembre 2024 à Nouakchott en marge d'un sommet mauritanien, s'inscrit dans une dynamique de rapprochement entre l'Algérie et les pays d'Afrique de l'Est, particulièrement avec le Rwanda qui s'est imposé comme un modèle de stabilité et de croissance économique sur le continent.

**A**u terme de leurs entretiens au siège de la Présidence de la République à Alger, les deux chefs d'État ont présidé la signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente couvrant un large éventail de secteurs stratégiques. Ces accords concernent notamment les télécommunications, l'entrepreneuriat, l'innovation, la communication numérique, la promotion de l'investissement, l'industrie pharmaceutique, la formation professionnelle, l'agriculture et l'élevage, l'enseignement supérieur, la recherche scientifique, les services de transport aérien, la coopération judiciaire et policière, ainsi que l'exemption de visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service.

Lors de la déclaration conjointe à la presse, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a mis en avant «la convergence de vues entre les deux pays sur plusieurs questions régionales et internationales, ainsi que leur attachement au principe de règlement pacifique des conflits et leur rejet des ingérences étrangères dans les affaires du continent africain». Le chef de l'État a précisé avoir eu de «riches» entretiens avec son homologue rwandais concernant plusieurs domaines, dont «la coopération politique, sécuritaire et culturelle et les mécanismes de promotion des échanges commerciaux entre les deux pays».

Sur le plan des questions régio-

nales brûlantes, les deux dirigeants ont affiché une position commune sur plusieurs dossiers sensibles. Concernant le Sahara occidental, le président Tebboune a déclaré : «Nous avons échangé les vues sur les zones de tensions et de conflits en Afrique et souligné notre soutien au peuple sahraoui et à son droit à l'autodétermination à travers un référendum libre, régulier et juste, conformément aux décisions de la légalité internationale». S'agissant de la question palestinienne, autre cause chère à la diplomatie algérienne, le président Tebboune a exprimé les préoccupations communes des deux pays : «Nous avons fait part de notre profonde inquiétude concernant la situation dans la bande de Ghaza et souligné la nécessité de mettre fin immédiatement à l'agression perpétrée contre le peuple palestinien et de garantir l'acheminement des aides humanitaires dans les plus brefs délais, outre le droit du peuple palestinien à l'établissement de son Etat indépendant sur les frontières de 1967 avec El-Qods comme capitale».

La situation dans l'Est de la République démocratique du Congo, théâtre de tensions persistantes impliquant notamment le Rwanda, a également fait l'objet d'échanges entre les deux présidents. Le chef de l'État a souligné que sa rencontre avec son homologue rwandais a été l'occasion d'échanger les vues sur cette question sensible, précisant

: «Nous avons réitéré notre plein soutien aux efforts en cours pour parvenir à une solution politique globale». Cette approche diplomatique privilégiant le dialogue politique témoigne de la maturité des relations entre les deux pays, malgré les positions parfois divergentes sur certains aspects de la crise congolaise.

La crise soudanaise, qui déstabilise toute la région du Sahel et de la Corne de l'Afrique, a également été abordée. Le président Tebboune a évoqué «la nécessité d'activer le rôle de l'Union africaine pour parvenir à la solution escomptée», rappelant au passage la contribution significative du Rwanda aux efforts de maintien de la paix avec la participation de 6.000 éléments de l'Armée rwandaise à la mission de maintien de la paix au Soudan. Sur le plan économique, le président de la République a salué les performances remarquables du Rwanda, soulignant «les efforts colossaux» déployés par ce pays pour relancer son économie, avec «une forte croissance de 8,3% l'année dernière et de 7,8% cette année», faisant du Rwanda «un modèle pour de nombreux pays africains», notamment «grâce à sa stabilité et à la préservation de la sécurité dans toute la région, malgré les souffrances endurées par le peuple rwandais, notamment durant les massacres». Cette reconnaissance publique des performances économiques rwandaises illustre la volonté algérienne de s'inspirer



Les deux chefs d'États ont eu des entretiens à Alger. (Photo DR)

des bonnes pratiques de développement sur le continent.

Les deux dirigeants ont également mis l'accent sur l'importance de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), instrument clé de l'intégration économique continentale. Le président Tebboune a souligné le soutien des deux pays à l'activation de cette zone, mettant en avant le rôle du Rwanda et l'importance de l'activation de l'Agence africaine du médicament, dont le siège est à Kigali. Cette coopération dans le domaine pharmaceutique revêt une importance particulière dans le contexte post-pandémique où l'autonomie sanitaire de l'Afrique est devenue un enjeu stratégique majeur. De son côté, le président Paul Kagame a exprimé la satisfaction de son pays quant à l'évolution des relations bilatérales, indiquant avoir eu «des entretiens constructifs avec son homologue algérien, basés sur une amitié solide et profonde». Il a particulièrement mis l'accent sur la dimension économique de cette coopération, précisant que «la présence diplomatique que nous souhaitons établir prochainement en Algérie, nous permettra de créer des opportunités pour consolider nos liens économiques et encourager un engagement accru de la

part de notre communauté notamment d'hommes d'affaires».

Le président rwandais a également salué le soutien de l'Algérie aux étudiants rwandais dans des domaines avancés telle que l'intelligence artificielle, remerciant le président Tebboune pour cette initiative qu'il a qualifiée de «véritable succès». Cette coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et des nouvelles technologies témoigne de la volonté des deux pays de construire un partenariat tourné vers l'avenir et l'innovation. Cette visite officielle, qualifiée de précieuse par le président Tebboune, s'inscrit dans une stratégie plus large de diversification des partenariats de l'Algérie sur le continent africain. Elle témoigne également de la reconnaissance croissante du rôle du Rwanda comme acteur incontournable de la stabilité et du développement en Afrique de l'Est. Les accords signés lors de cette visite ouvrent de nouvelles perspectives de coopération dans des secteurs clés de l'économie moderne, notamment les télécommunications, l'innovation technologique et l'industrie pharmaceutique, secteurs dans lesquels le Rwanda a développé une expertise reconnue.

SAMIR BENISID

## POUR VALORISER LES RESSOURCES MINIÈRES

### Sonarem mise sur les partenariats internationaux

**D**ans le cadre de la stratégie nationale de diversification économique visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures, le secteur minier algérien connaît une dynamique nouvelle portée par des ambitions de transformation industrielle et de partenariats internationaux. Cette orientation s'inscrit dans les directives présidentielles interdisant désormais l'exportation de matières premières à l'état brut, obligeant les acteurs du secteur à repenser leurs modèles économiques vers davantage de valeur ajoutée locale.

Le groupe Sonarem, acteur majeur du secteur minier national, s'engage résolument dans cette voie en développant une stratégie ambitieuse de partenariats avec des investisseurs étrangers. Le PDG du groupe, Belkacem Soltani, a annoncé lors d'une conférence organisée lundi soir sur le secteur minier et la diversification économique, que l'entreprise publique «travaillait en collaboration avec des sociétés omanaises,

chinoises, turques et canadiennes sur des projets miniers qui seront bientôt concrétisés pour renforcer la contribution du secteur à la création de la richesse et d'emplois». L'approche stratégique de Sonarem s'articule autour de quatre axes principaux que le PDG a détaillés lors de cette rencontre. La feuille de route du groupe «repose sur le développement de l'industrie minière, la valorisation des ressources via la transformation industrielle, l'amélioration de la gouvernance et la formation de ressources humaines qualifiées», a-t-il expliqué.

La transformation industrielle constitue désormais l'impératif majeur du secteur minier algérien. Rappelant les instructions présidentielles, Belkacem Soltani a souligné qu'il «n'était plus possible d'exporter des matières premières à l'état brut conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», précisant que «la priorité était désormais accordée à la transformation industrielle

locale des matières premières en produits industrialisés que l'Algérie importait par le passé». Cette approche de substitution aux importations s'inscrit dans une logique de souveraineté économique et de création de chaînes de valeur nationales capables de générer davantage d'emplois et de revenus. L'engagement environnemental et la durabilité constituent également des piliers de la nouvelle stratégie de Sonarem. Le PDG a réaffirmé «l'engagement du groupe en faveur de la durabilité et de la responsabilité environnementale», soulignant que l'entreprise «prônait une vision stratégique ambitieuse basée sur l'innovation et la proactivité pour assurer la pérennité de ses activités et renforcer sa position en tant que principal fournisseur des matières premières». Le président du Centre algérien de la prospective économique, du développement des investissements et de l'entrepreneuriat (ACEFIDE), Akram Zidi, a apporté son soutien à cette orientation

stratégique en soulignant «l'importance de la valorisation des ressources minières pour la réduction de la facture d'importation et l'augmentation la valeur des exportations hors hydrocarbures». Il a également insisté sur «la nécessité d'avoir des entreprises capables de dynamiser le secteur minier», appelant implicitement à un écosystème entrepreneurial plus développé autour de l'industrie minière.

Les perspectives de développement du secteur s'appuient également sur les réformes législatives en cours. Akram Zidi a estimé que «le projet de loi sur les activités minières imprimera une forte impulsion au secteur», suggérant que le cadre réglementaire sera adapté pour attirer davantage d'investissements privés et faciliter les partenariats public-privé. Cette modernisation du cadre juridique devrait permettre une meilleure gouvernance du secteur et des procédures simplifiées pour les investisseurs.

CHOKRI HAFED

## FRAUDE FISCALE ET FAUX ET USAGE DE FAUX

# Comment les barons de la spéculation opèrent !

Les autorités viennent de porter un coup sévère aux réseaux de spéculation qui gangrènent l'économie nationale. Dans une opération retentissante menée par le Pôle pénal économique et financier de la Cour d'Alger, deux importateurs véreux ont été placés en détention provisoire pour avoir orchestré un système criminel sophistiqué de fraude fiscale et de manipulation des prix.

Le Parquet de la République près le Pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed vient en effet de dévoiler une affaire retentissante qui illustre parfaitement les méthodes criminelles utilisées par les barons de la spéculation pour s'enrichir illicitement. «Conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le Parquet de la République près le Pôle pénal économique et financier informe l'opinion publique qu'à la suite d'informations faisant état d'importation illégale de bananes via le port d'Annaba par des opérateurs économiques, ayant recours à des manœuvres frauduleuses en vue d'augmenter les prix et d'en tirer des profits illicites, une enquête préliminaire a été ouverte», indique le communiqué officiel. Les

deux suspects, véritables barons de la spéculation, avaient mis en place un réseau criminel d'une redoutable efficacité basé sur la création de sociétés écrans, l'utilisation de faux registres de commerce, la falsification de documents officiels et l'imitation de sceaux de l'État. Ces pratiques leur permettaient d'obtenir des avantages indus et d'échapper au fisc, causant des pertes considérables aux finances publiques. L'enquête, déclenchée par des informations faisant état d'importations suspectes de bananes, a mis au jour des méthodes criminelles particulièrement élaborées. Cette investigation a permis de «découvrir un réseau criminel qui se livrait à la création de sociétés fictives, à l'usage de faux registres de commerce, à la falsification de documents de commerce et à l'imitation de cachets de



Le pôle économique et financier traite un dossier qui lève le voile sur les méthodes de barons de l'import. (Photo DR)

l'État en vue de l'obtention d'avantages indus et à l'évasion fiscale, occasionnant ainsi d'énormes pertes au Trésor public». Les méthodes employées révèlent une organisation criminelle sophistiquée exploitant les failles du système économique national. «A l'issue de l'enquête préliminaire, deux membres de ce réseau ont été déférés devant le Parquet de la République et une information judiciaire a été ouverte pour constitution d'une association de malfaiteurs en vue de préparer des infractions de

spéculation illicite, évasion fiscale, blanchiment d'argent et de produits criminels, en utilisant les facilités offertes par l'exercice d'une activité professionnelle dans le cadre d'une organisation criminelle structurée, faux et usage de faux en écritures de commerce et imitation de sceaux de l'État», précise le procureur. Les fraudeurs exploitaient les facilités offertes par leur activité professionnelle pour blanchir l'argent sale et réaliser des profits illicites en manipulant artificiellement les prix. Cette

affaire illustre parfaitement les mécanismes utilisés par les spéculateurs pour détourner les dispositifs légaux à leur profit. En créant des sociétés fictives et en falsifiant des documents commerciaux, ces réseaux criminels parviennent à échapper aux contrôles tout en bénéficiant d'avantages fiscaux réservés aux entreprises légitimes. Le placement en détention provisoire de ces deux opérateurs marque une étape importante dans la lutte contre la spéculation qui frappe de plein fouet le pouvoir d'achat des Algériens. L'affaire des bananes en est l'exemple le plus frappant : le prix de ce fruit avait atteint des sommets vertigineux, dépassant les 800 dinars le kilogramme, avant que les autorités n'interviennent pour le plafonner à 450 dinars. Cette hausse artificielle était directement liée aux manœuvres frauduleuses de ces importateurs peu scrupuleux. Les autorités judiciaires ne comptent pas s'arrêter là. L'instruction se poursuit pour démanteler entièrement ce réseau et identifier tous ses complices. Cette offensive judiciaire s'inscrit dans une stratégie plus large de lutte contre les crimes économiques et financiers qui portent atteinte à l'économie nationale. Elle envoie un signal fort aux spéculateurs : l'impunité, c'est fini.

AMAR MALKI

## LA SNTF LANCE DE NOUVELLES LIGNES INTER-WILAYAS

## Assurer un maillage du territoire national par le rail

C'est parti ! Le plan de modernisation du réseau ferroviaire est lancé. La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé lundi le lancement de nouvelles lignes inter-wilayas et du renforcement significatif des dessertes existantes. Cette initiative ambitieuse, qui prend effet dès ce mercredi, s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme de développement du transport public. L'opération intervient en application directe des instructions du ministre des Transports, Saïd Sayoud, qui a particulièrement insisté sur la mise en service des trains Coradia de dernière génération et des rames rénovées dans les ateliers spécialisés de la compagnie nationale. Cette modernisation témoigne de la volonté des autorités de proposer aux citoyens un service de transport ferroviaire de qualité européenne, capable de rivaliser avec les standards internationaux les plus exigeants. Au cœur de cette transformation, deux nouvelles liaisons voient le jour pour répondre aux besoins croissants de mobilité des Algériens. La première innovation marquante concerne l'introduction d'un service nocturne reliant la capitale Alger à Tlemcen, en transitant par les importantes villes d'Oran et de Sidi Bel Abbès. Parallèlement, la région des Hauts Plateaux bénéficie également de cette dynamique de développement avec l'inauguration d'une nouvelle ligne reliant Constantine à Biskra via Batna. Cette desserte, assurée par un train moderne de type autorail équipé de 199 sièges et doté de toutes les commodités nécessaires pour garantir un voyage agréable, couvre une distance de 238 kilomètres et ouvre de nouvelles perspectives de mobilité pour les populations de cette région stratégique du pays. L'événement officiel de lancement à Constantine a été supervisé mardi conjointement par le wali Abdelkhalek Sayouda et le directeur général de la SNTF, Adj Bouaouni, soulignant l'importance accordée par les autorités locales

et nationales à cette initiative. Le directeur général a particulièrement mis l'accent sur l'impact positif de ces opérations dans l'amélioration qualitative du service de transport public, expliquant que ces initiatives s'inscrivent dans un programme gouvernemental d'envergure visant à ouvrir de nouvelles lignes ferroviaires et à renforcer les dessertes existantes pour améliorer les déplacements des voyageurs avec un niveau de confort accru et un gain de temps significatif.

### Un Coradia pour la liaison Alger-Constantine

La liaison Constantine-Alger, qui avait connu une interruption de sept années, bénéficie également de cette dynamique de modernisation avec la mise en service d'un train Coradia ultramoderne. Cette rame de nouvelle génération, comprenant 254 sièges dont 60 places de première classe, peut atteindre une vitesse de 120 kilomètres par heure, représentant un bond technologique considérable pour le transport

ferroviaire algérien. Le directeur général de la SNTF a souligné l'importance stratégique de la wilaya de Constantine dans le maillage ferroviaire national, révélant qu'un programme spécial a été spécialement conçu pour cette région névralgique. Cette attention particulière s'est traduite par une vaste opération de réhabilitation de trois gares essentielles situées à Constantine, Sidi Mabrouk et El Khroub, garantissant ainsi aux voyageurs des infrastructures d'accueil modernisées et fonctionnelles. L'ampleur de l'investissement consenti par l'État dans cette modernisation ferroviaire se reflète dans l'enveloppe financière exceptionnelle de 378 milliards de dinars allouée spécifiquement à l'acquisition de matériel ferroviaire moderne. Dans cette perspective d'expansion continue, le responsable de la SNTF a annoncé que d'autres liaisons stratégiques seront prochainement renforcées, notamment les lignes Tébessa-Alger et Touggourt-Alger, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de désenclavement pour les régions les plus reculées du territoire national. L'objectif affiché consiste à créer un

véritable réseau maillé reliant les grandes wilayas aux différentes régions du pays, garantissant ainsi une couverture territoriale optimale et une accessibilité renforcée aux services de transport ferroviaire moderne. L'axe Alger-Oran, déjà considéré comme l'épine dorsale du réseau ferroviaire national, bénéficie également de ce plan de renforcement avec l'ajout de deux voyages quotidiens supplémentaires pendant les heures de pointe, doublant ainsi la capacité de transport sur cette liaison vitale qui relie la capitale aux principales villes de l'ouest du pays. Cette augmentation de la fréquence répond à une demande croissante des usagers et témoigne du succès rencontré par le transport ferroviaire auprès des Algériens. Cette transformation profonde du paysage ferroviaire algérien s'accompagne d'une attention particulière portée à la sécurité, avec des travaux d'entretien systématiques de la voie ferrée visant à optimiser la sécurité du trafic ferroviaire et à garantir aux usagers des conditions de voyage irréprochables.

SAMIR BENISID

### ANIE

## Le rôle de la diaspora mis en avant

Le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections, Karim Khalfan, a souligné mardi à Alger l'importance du rôle de la diaspora algérienne dans la participation politique nationale. Lors de l'inauguration d'un séminaire intitulé «Le rôle de la communauté nationale à l'étranger dans la participation politique nationale et la mobilisation pour la construction des institutions de l'État», Khalfan a décrit cette communauté comme «un pont vital qui relie les enfants de la patrie et renforce la cohésion entre eux». Il a salué «l'attention particulière» que porte le président de la République, Abdel-

madjid Tebboune, à cette diaspora, évoquant «son souci permanent de préserver la dignité de nos citoyens où qu'ils soient et de leur offrir toutes les conditions leur permettant d'exercer leurs droits politiques et civiques en tant que partie intégrante du peuple et énergies vives du pays». Khalfan a précisé que cette attention «reflète une vision claire pour l'avenir de l'Algérie, qui repose sur l'association de tous ses enfants dans la construction d'une patrie forte», rappelant la participation de la diaspora à la glorieuse révolution de libération, qui constituait «un soutien solide» dans la reconquête de la

souveraineté nationale. De son côté, le coordinateur du Comité algérien d'histoire et de mémoire et membre du conseil de l'Autorité nationale indépendante des élections, Mohamed Lahcene Zghidi, a présenté un exposé sur la participation de la diaspora à la révolution de libération, évoquant les manifestations du 17 octobre 1961 qui «ont démontré l'unité d'un peuple qui avait foi en sa direction à l'intérieur comme à l'extérieur du pays pour repousser la sauvagerie d'un colonisateur qui n'a pas hésité à réprimer des manifestants désarmés et à les jeter, vivants et morts, dans la Seine à Paris».

HOCINE FADHELI

# L'ÉCONOMIE HORS HYDROCARBURES PROGRESSE À UN RYTHME SOUTENU

## Les bons points de la BM

L'Algérie affiche des résultats économiques encourageants selon le dernier rapport de la Banque mondiale, qui salue la résilience de l'économie nationale malgré les défis conjoncturels.

Les experts de l'institution financière internationale dressent un bilan globalement positif de la performance économique du pays en 2024, tout en soulignant les enjeux structurels à relever pour consolider cette dynamique. «En 2024, la croissance économique a été robuste. Le produit intérieur brut hors hydrocarbures a progressé de 4,8 %, un rythme très appréciable», a déclaré Cyril Desponts, économiste principal pour l'Algérie auprès de la Banque mondiale, lors d'une conférence de presse tenue lundi à Alger. Cette dynamique s'appuie sur plusieurs piliers solides. L'investissement public soutenu et la consommation des ménages ont alimenté l'activité manufacturière et des services, créant un cercle vertueux de développement économique. Parallèlement, le secteur agricole a démontré sa résilience avec une production en accélération, compensant les défis climatiques liés à une pluviométrie limitée. L'un des succès les plus marquants de 2024 reste la maîtrise de l'inflation, qui a chuté spectaculairement de 9,3% en 2023 à 4% en 2024. Cette dégrue s'explique principalement par «la

bonne performance du secteur agricole, qui a permis de modérer les prix alimentaires», selon M. Desponts. Cette stabilisation des prix constitue un facteur déterminant pour le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité de l'économie. La désinflation des produits agricoles frais, soutenue par l'autorisation d'importation de viande et le dynamisme du secteur primaire, a contribué à cet apaisement des tensions inflationnistes. La stabilité du taux de change et le ralentissement de la croissance monétaire ont également joué un rôle stabilisateur, malgré une politique monétaire demeurée accommodante.

### Des perspectives encourageantes

Pour 2025, la Banque mondiale anticipe «un rebond de la production et des exportations d'hydrocarbures, notamment grâce au relèvement des quotas de production de pétrole au sein de l'OPEP+». Cette prévision laisse entrevoir une croissance du PIB réel projetée à 3,3%, portée par une reprise du secteur énergétique avec une croissance attendue de

1,6%. Amel Henider, économiste à la BM, a souligné que l'investissement «est resté dynamique» en 2024, soutenant la demande intérieure ainsi que les secteurs manufacturier et des services. «En parallèle, on observe une accélération de la production, avoisinant les 5 %, grâce notamment à la bonne performance de plusieurs filières, en particulier une excellente saison céréalière», a-t-elle précisé. Malgré ces signaux positifs, les experts de la Banque mondiale insistent sur la nécessité d'accélérer la transformation structurelle de l'économie. «Des gains de productivité, en particulier dans l'industrie manufacturière et les services, sont indispensables pour libérer le potentiel de croissance de l'Algérie», a souligné M. Desponts. Le rapport, intitulé «Accélérer les gains de productivité pour une croissance diversifiée et résiliente», met l'accent sur l'impératif de réorienter progressivement l'emploi vers des secteurs plus productifs. Cette transition nécessite «une stratégie de développement des compétences» et des «réformes ciblées pour stimuler l'investissement privé». Kamel Braham, représen-



La Banque mondiale salue la dynamique économique en Algérie. (Photo DR)

tant résident de la BM en Algérie, a rappelé que «l'Algérie maintient une trajectoire de croissance solide. Toutefois, ses équilibres budgétaires et extérieurs restent très sensibles à l'évolution des prix du pétrole et du gaz». Il a néanmoins salué «la richesse des programmes de coopération technique entre la BM et l'Algérie», citant notamment des projets en partenariat avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement et des initiatives dans l'entrepreneuriat féminin. Cette évaluation positive de la Banque mondiale intervient dans un contexte où l'Algérie cherche à

diversifier son économie et à réduire sa dépendance aux hydrocarbures. Les recommandations de l'institution portent sur le renforcement du cadre macroéconomique, l'investissement stratégique dans le capital humain et la promotion de l'investissement étranger pour favoriser le transfert de technologies productives. L'optimisme des experts de la BM témoigne des progrès accomplis tout en rappelant l'ampleur des défis structurels à relever pour ancrer durablement l'Algérie sur une trajectoire de croissance diversifiée et résiliente.

SABRINA AZIOUEZ

## DÉCISION DE L'OPEP+ D'AUGMENTER LA PRODUCTION AU MOIS DE JUILLET

### Arkab: «L'Algérie n'a émis aucune réserve»

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie et des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a tenu à clarifier la position de l'Algérie concernant la récente décision de l'OPEP+ d'augmenter l'offre pétrolière mondiale à partir de juillet 2025. Cette mise au point intervient dans un contexte où certains médias ont évoqué des divergences entre les pays membres du cartel pétrolier, remettant en question l'unité du groupe face aux défis énergétiques mondiaux. La décision prise lors de la réunion de samedi des huit pays membres de l'OPEP+ engagés dans les ajustements volontaires de production prévoit une augmentation de l'offre globale du groupe de 411 000 barils par jour dès le mois de juillet. Cette mesure s'inscrit dans une stratégie d'adaptation aux fluctuations saisonnières de la demande énergétique mondiale, particulièrement marquées durant la période estivale où la consommation pétrolière connaît traditionnellement un pic significatif. «L'Algérie a

pleinement soutenu cette décision collective, qui intervient dans un contexte marqué par une hausse saisonnière de la demande mondiale de pétrole, notamment durant la période estivale», a déclaré le ministre d'État, soulignant l'alignement parfait de la position algérienne avec la stratégie globale du cartel. Cette déclaration met en exergue la capacité de l'OPEP+ à maintenir sa cohésion malgré les pressions géopolitiques et économiques contemporaines. L'impact de cette décision sur l'économie algérienne revêt une importance particulière, l'Algérie bénéficiant d'une augmentation additionnelle de sa production de pétrole brut de 8 000 barils par jour à compter de juillet. Cette hausse, bien que modeste en valeur absolue, s'inscrit dans une stratégie plus large de valorisation des ressources nationales. Le ministre a souligné que cette augmentation accompagnera opportunément la mise en production progressive de plusieurs nouveaux gisements récemment développés, optimisant ainsi

l'exploitation du potentiel énergétique national et renforçant les revenus d'exportation du pays. Face aux spéculations médiatiques suggérant des dissensions au sein du groupe des huit pays participant aux ajustements volontaires, Mohamed Arkab a fermement démenti ces allégations. «Les consultations entre ces pays se sont déroulées de manière constructive et coordonnée, et un accord a été trouvé pour augmenter la production de 411 000 barils par jour par consensus total», a-t-il affirmé, insistant sur l'unanimité qui a présidé aux négociations. Cette précision vise à rassurer les marchés internationaux sur la stabilité décisionnelle de l'organisation et sa capacité à maintenir une gouvernance consensuelle. Le ministre a également tenu à rectifier certaines informations circulant dans les médias concernant la position algérienne lors des négociations. «L'Algérie n'a émis aucune réserve concernant les ajustements convenus, et les travaux de la réunion n'ont abordé aucune proposition

dépassant les trois augmentations adoptées préalablement. Toute information contraire ne reflète pas fidèlement le déroulement des discussions», a-t-il précisé, démontrant la transparence et la cohérence de la diplomatie énergétique algérienne. L'engagement réitéré de l'Algérie envers les principes fondamentaux de l'alliance OPEP+ témoigne de sa maturité diplomatique dans le domaine énergétique. «Les positions de l'Algérie ont toujours été en harmonie avec l'esprit de consensus et de solidarité qui constituent le fondement du travail du groupe. En toutes circonstances, l'Algérie a respecté ses engagements de production avec rigueur et exemplarité, incarnant clairement son attachement constant aux objectifs de la déclaration de coopération», a souligné Mohamed Arkab, réaffirmant l'ancrage du pays dans cette architecture de coopération énergétique internationale qui demeure essentielle à la régulation des marchés pétroliers mondiaux.

SAMIRA GHRIB

## PROJET D'UNITÉ DE PRODUCTION DE «MÉTHYL TERT-BUTYL ETHER» À ARZEW

### Sonatrach passe du statut d'importateur à celui d'exportateur

Le projet de réalisation d'une nouvelle unité de production de Méthyl Tert-Butyl Ether (MTBE) dans la zone industrielle d'Arzew (Oran) a atteint un taux d'avancement de 67 %, selon les déclarations du Directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, lundi. Lors de sa visite du chantier, M. Hachichi a souligné à la presse l'importance stratégique de la production locale de cette substance, précisant qu'elle répondra aux besoins des unités de Sonatrach produisant de l'essence. De plus, cela permettra à Sonatrach de passer du statut d'importateur à celui d'exportateur du MTBE, un additif utilisé dans la production de l'essence sans plomb. Il a également indiqué que les travaux avancent à un rythme soutenu et que la livraison

du projet est prévue d'ici la fin de l'année en cours. De son côté, Miloud Amara, chef de département Développement de l'activité raffinage et pétrochimie chez Sonatrach, a précisé que la capacité de production de cette unité, dont les travaux ont démarré en juin 2022, s'élève à 200.000 tonnes par an. Le complexe méthanol et ses dérivés, situé également dans la zone industrielle d'Arzew, est actuellement le seul en Algérie à produire du méthanol à partir de gaz naturel. Le nouveau projet vise à transformer environ 75 % du méthanol produit dans ce complexe en MTBE, selon les explications fournies sur place. Le PDG de Sonatrach a également inspecté la chaîne 100 du complexe de liquéfaction du gaz naturel (GL1Z) à Arzew, récemment remise en

service après rénovation. Il a souligné que cette remise en service apportera une plus grande flexibilité au processus de liquéfaction du gaz. M. Hachichi a ensuite visité la station de pompage d'eau de mer du complexe GL2Z, utilisée pour la lutte contre les incendies, le refroidissement des échangeurs et la production d'eau distillée. Cette station fait actuellement l'objet de travaux de réhabilitation qui devraient s'achever prochainement, selon les responsables. Il a clôturé sa visite en inspectant les bras de chargement des navires, récemment renouvelés. Quatre nouveaux bras ont été acquis dans le cadre du programme de modernisation des installations.

APS

## ANNABA

# 470 agents mobilisés pour surveiller 23 plages cet été

Alors que les travaux d'aménagement de la façade maritime de la wilaya d'Annaba touchent à leur fin, la protection civile a mobilisé d'importants moyens humains et logistiques pour assurer la surveillance des plages autorisées à la baignade.

Les estivants pourront profiter cet été de 23 plages autorisées à la baignade dans les communes côtières de la wilaya, notamment dans le chef-lieu d'Annaba, El Bouni, Séraïdi et Chétaïbi. Cette décision a été prise conformément à l'arrêté de wilaya n° 1124 daté du 28 mai 2025, selon un communiqué de la protection civile d'Annaba. L'ensemble de ces plages sera doté de tous les moyens humains et logistiques de sécurité nécessaires. Des équipes de la protection civile seront déployées quotidiennement de 9h à 19h pour assurer la sécurité des vacanciers. Les autorités appellent les estivants à éviter de se baigner dans les zones rocheuses ou non surveillées et les mettent en garde contre les dangers potentiels, tout en insistant sur la nécessité de

respecter la signalisation des drapeaux indiquant l'état de la mer. Pour mener à bien cette mission, la protection civile a recruté 470 agents saisonniers, comprenant 170 sapeurs-pompiers et 300 gardiens de plages, auxquels s'ajoutent 17 plongeurs professionnels prêts à intervenir en cas d'urgence. Les agents de la protection civile exerceront principalement en tant que chefs de centre et adjoints aux chefs de centres. Une formation spécialisée a été dispensée aux gardiens de plages par les plongeurs professionnels afin de les préparer aux interventions d'urgence en cas de sauvetage.

La direction de la protection civile d'Annaba a également mis à disposition un équipement conséquent comprenant 6 ambulances entièrement équi-

pées, 6 embarcations pneumatiques réparties selon les besoins (3 pour les plages d'Annaba, 2 pour Chétaïbi et 1 pour la grande plage de Séraïdi), ainsi que des centaines d'appareils et d'outils dédiés aux opérations de sauvetage et d'urgence.

Les autorités locales effectuent actuellement des visites d'inspection ciblant notamment les plages où les travaux d'aménagement sont en phase d'achèvement. La transformation de la façade maritime de la wilaya d'Annaba est particulièrement visible au niveau de la plage de Sidi Salem à El Bouni, où la métamorphose est saisissante.

Il convient de rappeler que la wilaya d'Annaba accueille chaque année des milliers d'estivants, particulièrement ceux provenant des wilayas de l'intérieur



Chaque été, les plages d'Annaba sont prises d'assaut. (Photo DR)

et du Sud du pays, ainsi que de l'étranger. Ces visiteurs affluent surtout durant les mois de juillet et août, période durant laquelle toutes les plages et les établissements hôteliers sont pris d'assaut. Cette affluence témoigne

du statut touristique d'excellence de cette wilaya, dont le potentiel naturel en fait une destination privilégiée, d'autant plus que l'accès à la majorité de ses plages demeure gratuit.

SOFIA CHAHINE

## OUM EL BOUAGHI

## Création d'un laboratoire dédié à la langue amazighe

L'université Larbi Ben M'hidi d'Oum El Bouaghi accueillera prochainement un laboratoire spécialisé dans la langue amazighe, selon une source du rectorat. Une convention de partenariat a été signée dimanche entre l'université et le Haut-Commissariat à l'Amazighité (HCA), avec l'approbation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ce nouvel établissement, intitulé «Langue amazighe, Traduction, Études historiques et culturelles», aura pour mission princi-

pale la promotion de la langue amazighe, la traduction et les études historiques et culturelles qui s'y rapportent. Cette initiative fait suite à la récente visite à Oum El Bouaghi du secrétaire général du Haut-Commissariat à l'Amazighité, Si El Hachemi Assad. Parmi les objectifs stratégiques de ce laboratoire figure l'encouragement à la recherche scientifique dans le domaine amazigh. L'institution entend également inciter les étudiants et chercheurs à choisir des sujets de master et de doctorat en rapport avec la langue

amazighe. Le laboratoire accordera une attention particulière à la traduction vers d'autres langues et inversement, tout en s'occupant du domaine de la linguistique sociale amazighe et de la linguistique générale appliquée à divers contextes.

La nouvelle structure se consacrera à l'étude de la diversité, des transformations et des aspects historiques, culturels et civilisationnels amazighs. Cette mission sera concrétisée par l'organisation de colloques, de conférences et d'expositions, ainsi que par la réalisation de recherches

appropriées. L'encouragement de la créativité et l'accompagnement des chercheurs dans la promotion et la publication de leurs travaux constituent également des priorités de cette structure universitaire. Le rôle de ce laboratoire est de mettre en valeur la langue amazighe et de lui donner la place qui lui revient. Faisant partie intégrante de l'identité historique et culturelle de l'Algérie, la langue amazighe constitue l'un des référents identitaires fondamentaux du pays.

SOFIA CHAHINE

## TIPASA

## D'importants moyens mobilisés dans la lutte contre les feux de forêts

D'importants moyens matériels et humains ont été mobilisés par la conservation des forêts de Tipasa dans le cadre de la lutte contre les feux de forêts durant l'été 2025, a-t-on appris, lundi, auprès de cette structure. Il s'agit notamment de l'acquisition de deux drones de type «Aures 700» et «DJI Mini 3 Pro», destinés à effectuer des patrouilles de surveillance des forêts, coordonner avec les équipes opérationnelles sur le terrain et surveiller l'étendue des incendies en cas de déclenchement, selon la même source. A cela, s'ajoute le déploiement sur le terrain d'équipes opérationnelles dans le cadre du plan annuel de lutte contre les feux de forêts, avec la mobilisation de 26 camions et engins, dont une colonne mobile composée de neuf camions-citernes d'une capacité de 1.000 à 3.000 litres, neuf autres camions utilisés pour

les premières interventions et 120 pompes manuelles, le tout appuyé par 242 agents, entre cadres et employés. Par ailleurs, la Conservation des forêts de Tipasa a mis en œuvre plusieurs projets au titre des préparatifs de la campagne de lutte contre les feux de forêts, lancée officiellement le 1er mai dernier jusqu'à la fin du mois de septembre pro-

chain. Ces projets, concrétisés à 100 %, au titre de la campagne 2023/2024, sont notamment représentés par l'ouverture de nouvelles pistes dans les zones forestières denses sur plus de 52 km, l'aménagement de près de 178 km de pistes rurales et forestières, la réalisation de 13 tours de vigie, 15 bassins d'eau, ainsi que l'ouverture et l'amé-

nagement de tranchées pare-feu sur une superficie globale de 351 hectares, note la même source. Les projets inscrits au titre de l'année 2025 ont atteint un taux d'avancement estimé à 80 %, selon la même source, qui a souligné, notamment, la réalisation de 80 km de pistes forestières sur un total de 100 km programmés, en plus d'une autre opéra-

tion inscrite sur le budget de la wilaya portant aménagement de 10 bassins d'eau. A noter que la wilaya de Tipasa a enregistré, durant l'été 2024, la perte de 19 hectares de couvert végétal, dont trois hectares de forêts, contre 142 hectares de couvert végétal brûlés en 2023, dont 52 hectares de forêts, ajoute la même source.

APS

## UN CITOYEN PORTÉ DISPARU À TIGZIRT RETROUVÉ SAIN ET SAUF

### Plus de peur que de mal

Le citoyen porté disparu au village Tifra dans la commune de Tigzirt, 40 km au nord-ouest de Tizi-Ouzou, a été retrouvé sain et sauf et a regagné son domicile, indique mardi un communiqué du groupement territorial de la Gendarmerie nationale. Cherkit Amar (48 ans), dont la famille était sans nouvelles depuis samedi soir (22h) et avait déposé un avis de disparition auprès des services de la Gendarmerie nationale le dimanche 1er juin à 15h, «a regagné son foyer en bonne santé, ne souffrant que d'une légère fatigue», précise le communiqué.

Selon des témoignages de citoyens du village, M. Cherkit a été aperçu dans un champ à proximité du village Tifra. Après l'alerte, une mobilisation rapide s'est organisée pour le récupérer et le raccompagner chez lui, sain et sauf. Pour rappel, dès le signalement de sa disparition, d'importants moyens humains et matériels ont été déployés. Les équipes de la Gendarmerie nationale de Tigzirt, les brigades de recherche et d'investigation du groupement de Tizi-Ouzou, ainsi que des équipes cynotechniques spécialisées dans

la recherche de personnes, ont été déployés. «L'opération de recherche a suscité un important élan de solidarité de la part des citoyens qui ont activement pris part aux recherches», souligne le communiqué. A noter que les éléments de la police avaient également été déployés en milieu urbain (ville de Tigzirt) dans le cadre de l'opération de recherche, qui a aussi mobilisé les services de la Protection civile, de nombreuses organisations de la société civile ainsi que des citoyens de la région.

APS

## FRAPPE UKRAINIENNE CONTRE L'AVIATION STRATÉGIQUE RUSSE

## Quelles conséquences ?

Les véritables avancées ne se produisent pas lorsque mille entreprises progressent d'un mètre, mais lorsque quelques entreprises remarquables parcourent plusieurs milliers de kilomètres. Le fait pour un pays d'abriter des champions ne suffit pas pour autant. Des ressources doivent être orientées vers ces entreprises.

PAR OLEG NESTERENKO

Ce dimanche, le 1er juin 2025, l'Ukraine a réalisé une frappe massive sur des aérodromes militaires stratégiques. Quatre aérodromes ont été visés avec succès : celui de « Diaghilevo », de « Olenya », de « Ivanovo » et de « Belaya », ce qui constitue la plus importante attaque de l'infrastructure militaire russe dans les profondeurs du territoire national depuis le déclenchement de la phase active des hostilités russo-ukraino-otaniennes, le 20 février 2022. L'attaque a été réalisée par des drones FPV transportés dans des camions, sans que les conducteurs soient mis au courant - de même que cela a été fait avec l'attaque du pont de Crimée, le 17 juillet 2023, dans laquelle le conducteur du camion est mort dans l'explosion, sans savoir ce qu'il a transporté. La responsabilité de l'action a été immédiatement revendiquée par le service secret ukrainien SBU, qui l'a appelé l'opération « La toile d'araignée ». Selon le communiqué de presse du SBU, les dommages causés à la Russie consistent en la destruction de 41 appareils au sol, en partie des bombardiers stratégiques.

#### La « Triade nucléaire »

Un bombardier stratégique est un avion de combat d'une portée intercontinentale (plus de 5000 km) conçu pour le port et le lancement d'armes nucléaires (bombes aériennes, missiles de croisière et missiles balistiques), destinés à détruire les objectifs stratégiques situés sur le territoire ennemi. Au sein des forces armées de la Fédération de Russie, les bombardiers stratégiques font partie de la dite « Triade nucléaire » qui désigne les forces armées stratégiques comprenant trois composantes : l'aviation stratégique ; les régiments des missiles stratégiques balistiques intercontinentaux et la flotte des porte-missiles sous-marins nucléaires stratégiques.

L'importance de l'existence de la Triade nucléaire consiste dans le partage des ogives nucléaires stratégiques entre trois types des forces armées stratégiques qui rend impossible la destruction de l'ensemble de l'arsenal nucléaire du pays en cas d'attaque surprise de l'ennemi, offre une plus grande souplesse dans l'utilisation de ces armes et garantit la destruction imminente de l'ennemi dans le cadre des frappes de riposte.

#### Le traité Start-II/SNV-III

Les conséquences négatives pour Moscou de l'attaque de l'infrastructure militaire stratégique de la Russie vis-à-vis de la campagne militaire menée en Ukraine sont proches de zéro absolu. Cela étant, les conséquences de l'action vis-à-vis de la sécurité nucléaire mondiale sont d'une portée stratégique et ne doivent pas être sous-estimées. En mettant de côté l'aspect émotionnel de l'affaire, les positions et les réactions des diverses parties sur le sujet, de même que les modalités de la riposte militaire de Moscou qui aura lieu et qui sera, tout au moins, proportionnelle au dégâts subis, voyons les réelles conséquences vis-à-vis de la sécurité nucléaire. Non, il ne s'agit guère d'une potentielle explosion d'une ogive nucléaire qui pourrait se trouver à bord d'un des appareils au moment de leur destruction, mais de toute autre chose. La première question que les observateurs non avertis de l'attaque ukrainienne de ce 1er juin doivent se



La frappe ukrainienne de l'aviation stratégique russe risque d'avoir des conséquences sur la surveillance des triades nucléaires. (Photo DR)

poser, tout naturellement : comment cela se fait-il que l'aviation russe d'une importance stratégique vis-à-vis de la sécurité du pays ait pu se trouver en masse sur un banal parking de l'aérodrome, au lieu d'être soigneusement cachée et sécurisée dans des hangars en béton armé conçus à cet effet et qui doivent supporter des frappes militaires d'une puissance incomparablement plus importante que celle des vulgaires petits drones assemblés manuellement en cachette dans un garage ?

La réponse à cette question ne réside, en aucun cas, dans le potentiel grand manque de professionnalisme et négligence des personnes responsables du positionnement des appareils d'avions stratégiques sur les aérodromes en question, mais dans le traité Start-II/SNV-III. Le traité russo-américain sur la réduction des armements stratégiques offensifs. Dans le cadre du nouveau caractère des relations russo-occidentales instauré depuis le début des hostilités en Ukraine, en février 2023 la Fédération de Russie a suspendu sa participation dans le traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III – ce qui était une suite logique et parfaitement prévisible : face à la menace déclarée et partiellement mise en œuvre par l'Occident collectif vis-à-vis de la Russie, cette dernière a procédé à la suppression légale des restrictions au développement de son armement stratégique. Dans les clauses du traité Start-II, il est stipulé que chacune des parties prenantes de l'accord dispose du droit de le quitter dans le cas de changement significatif des circonstances : « si elle considère que les circonstances exceptionnelles liées au contenu du présent accord ont mis en péril ses intérêts suprêmes » (article 14, §3). La fixation par l'Occident collectif comme objectif « la défaite stratégique de la Russie » et les nombreuses déclarations officielles de ce dernier dans ce sens est un changement significatif des circonstances qui a reçu une réponse appropriée. L'officialisation de la démarche de Moscou par l'adoption suivie de la ratification de loi fédérale Nr. 38-FZ du 23 février 2023 a été entreprise, afin de rester dans la stricte légalité vis-à-vis des engagements internationaux signés et ratifiés par la Fédération de Russie et de ne pas créer un précédent permettant aux adversaires d'instrumentaliser une hypothétique violation des engagements russes dans le cadre du droit international en vigueur. Cela étant, d'une part, avec le gel de sa participation dans le traité, Moscou a souligné qu'elle continuerait à « respecter strictement les limites quantitatives des armes stratégiques offensives », indépendamment du présent accord russo-américain ;

D'autre part, malgré la suspension en cours de sa participation dans le traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs, la Russie, dans le cadre d'un accord non public russo-américain, a continué à respecter d'une manière réciproque la partie du traité concernant la non-dissimulation de la composante

aérienne de la Triade nucléaire : ne pouvant plus réaliser des visites réciproques de contrôle des installations d'armes nucléaires sur les territoires respectifs, les parties ont continué à bénéficier de la surveillance satellitaire réciproque de l'aviation stratégique dans le cadre du §1b de l'article 4 et des §1b et §1c de l'article 10 du traité, ne nécessitant pas les déplacements des contrôleurs. Le §1b de l'article 4 stipule : « Le déploiement de bombardiers lourds peut avoir lieu uniquement sur les bases aériennes ». Et les §1b et §1c de l'article 10 du traité sont sans équivoque : « afin d'assurer le contrôle du respect des dispositions du présent traité, chacune des parties s'engage à ne pas interférer avec les moyens techniques nationaux de contrôle d'une autre Partie qui exerce ses fonctions conformément au présent article et de ne pas recourir à des mesures de camouflage qui rendent difficile le contrôle du respect des dispositions du présent traité par des moyens techniques nationaux de contrôle ». Soit, le traité interdit d'empêcher les satellites de la partie adverse de surveiller 24/24h, 7/7j, les bombardiers stratégiques par quelques moyens que cela soit. Soit, ils doivent rester en permanence à ciel ouvert.

#### La boîte de Pandore

En sachant pertinemment que la frappe qui a eu lieu ce 1er juin 2025 n'aura non seulement strictement aucun effet sur le déroulement des opérations militaires russes menées sur le sol ukrainien et sur ses succès, mais, bien au contraire, mènerait à de graves représailles de Moscou que le monde constatera et que l'Ukraine subira sous peu, le régime de Zelensky qui n'a strictement aucune volonté de négocier un accord de paix et de voir la fin de la guerre en cours - car elle sera associée, fort probablement, à la fin de son règne – a ouvert la boîte de Pandore qui mènera dans les 100% des cas vers l'aggravation de la situation de la sécurité nucléaire mondiale. L'initiative entreprise par Kiev ne peut être considérée autrement que criminelle vis-à-vis de cette dernière, car nul doute que la page de la possibilité de surveillance satellitaire réciproque de l'aviation stratégique est tournée à tout jamais.

Non seulement la Fédération de Russie, mais également les Etats-Unis d'Amérique ne permettront plus de mettre leurs appareils assurant la sécurité stratégique des pays sous le danger des potentielles frappes « à l'ukrainienne ». Dès à présent, même si les relations russo-américaines seront restaurées, le traité Start-II/SNV-III, suspendu en février 2023 et arrivant à son terme légal en février 2026, ne peut plus être résigné en état : dorénavant, la composante aérienne des Triades nucléaires respectives sera grandement sécurisée et donc dissimulée, ce qui mène, de facto, vers une importante diminution du contrôle des armements nucléaires par le monde avec toutes les conséquences qui en découleront.



Oleg Nesterenko  
Président du CCIE  
(www.c-cie.eu)  
(Spécialiste de la Russie,  
CEI et de l'Afrique  
subsaharienne)

## ATTAQUES SIONISTES CONTRE LES CENTRES DE DISTRIBUTION D'AIDE

# Un crime de guerre !

La barbarie de l'occupation sioniste atteint de nouveaux sommets avec les attaques répétées contre les centres de distribution d'aide humanitaire dans la bande de Ghaza.

En l'espace de quelques jours seulement, au moins 102 Palestiniens sont tombés en martyrs et des centaines d'autres ont été blessés alors qu'ils tentaient désespérément d'accéder à de la nourriture pour survivre. Ces massacres délibérés révèlent la nature génocidaire du projet sioniste qui utilise la famine comme arme de guerre contre un peuple assiégé depuis des mois. Le dernier massacre en date a été commis mardi matin près d'un point de distribution d'aide humanitaire dans la région d'Al-Alam à Rafah, où l'artillerie et les avions de guerre sionistes ont ouvert le feu sur des civils affamés, faisant au moins 27 martyrs et plus de 161 blessés. Ce carnage s'ajoute aux précédentes attaques qui ont visé systématiquement les mêmes sites, transformant la quête de nourriture en piège mortel pour une population

déjà martyrisée par plus de huit mois d'agression génocidaire. Les témoignages des organisations humanitaires présentes sur le terrain confirment l'horreur de la situation. Le Comité international de la Croix-Rouge rapporte que son hôpital de campagne à Rafah a reçu 184 blessés en une seule journée, dont 19 étaient déjà décédés à leur arrivée et 8 autres ont succombé à leurs blessures. Plus de 35 patients nécessitent une intervention chirurgicale immédiate, mais les moyens médicaux restent dérisoires face à l'ampleur des besoins dans un territoire où le système de santé a été systématiquement détruit par l'occupant. Cette stratégie de terreur s'inscrit dans ce que le mouvement de résistance Hamas qualifie de mécanisme américano-sioniste de distribution de l'aide, conçu comme un piège mortel visant à briser la dignité du

peuple palestinien et à servir les objectifs de déplacement forcé. En contraignant les Palestiniens à risquer leur vie pour un simple colis alimentaire, l'occupation combine famine systématique et meurtre délibéré dans une logique génocidaire assumée. La communauté internationale commence enfin à reconnaître la gravité de ces crimes. Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Volker Türk, a qualifié mardi ces attaques de crimes de guerre, soulignant que les attaques dirigées contre des civils constituent une grave violation du droit international. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lui aussi exprimé sa consternation face à ces massacres et réclamé l'ouverture immédiate d'une enquête indépendante pour que les responsables rendent des comptes. Mais au-delà des condamnations,

c'est l'ensemble du système d'aide humanitaire menée par l'ONG privée GHA et qui contourne les canaux de l'ONU qui est remis en question. Le Programme alimentaire mondial révèle que plus de deux millions de Ghazaouis sont confrontés à une grave crise de la faim, avec 100% de la population menacée de famine. Cette situation catastrophique résulte directement de la politique de siège total imposée par l'entité sioniste, qui ferme systématiquement les points de passage et empêche l'acheminement de l'aide humanitaire depuis le début du mois de mars. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : depuis la reprise de l'agression le 18 mars, après une brève trêve de deux mois, plus de 4.240 Palestiniens sont tombés en martyrs et 12.860 autres ont été blessés. Le bilan total de cette guerre génocidaire dépasse désormais les 54.510 martyrs et 124.901 blessés depuis le 7 octobre 2023, sans compter les nombreuses victimes encore ensevelies sous les décombres. Face à cette escalade meurtrière,

le mouvement Hamas appelle les Nations unies, le Conseil de sécurité et les organisations humanitaires internationales à agir immédiatement pour mettre fin à ce mécanisme assassin et ouvrir des couloirs humanitaires sûrs sous supervision internationale. Il exhorte également les dirigeants arabes et musulmans ainsi que les peuples libres du monde à prendre des mesures urgentes pour imposer un accès immédiat à l'aide humanitaire et mettre un terme aux crimes brutaux de l'occupation. Ces attaques contre les centres d'aide révèlent la faillite morale de l'occupation sioniste qui n'hésite pas à transformer l'aide humanitaire en arme de guerre. En plaçant les Palestiniens devant le choix abject entre mourir de faim ou risquer d'être assassinés en cherchant de la nourriture, l'entité sioniste franchit un nouveau palier dans l'horreur et confirme son projet génocidaire contre le peuple palestinien.

LYES SAÏDI

## LOURDES PERTES POUR L'ARMÉE MALIENNE APRÈS DES ATTAQUES TERRORISTES À TOMBOUCTOU ET BOULKESSI

### Bamako consomme son échec

Deux importantes attaques contre l'armée malienne en deux jours: un assaut coordonné a visé lundi un camp à Tombouctou ainsi que l'aéroport, au lendemain d'un raid sanglant qui a coûté la vie à au moins 30 soldats dans le centre du pays, selon plusieurs sources sécuritaires et locales. Des attaques qui illustrent le climat d'insécurité qui règne dans le nord du Mali dans le sillage de la prolifération des groupes terroristes dans la région et l'échec des autorités maliennes à contenir la menace. L'attaque a été lancée lundi vers 10H00 (locales et GMT). Lundi soir, l'armée a annoncé avoir «neutralisé» 14 assaillants,

sans préciser s'il y avait d'autres victimes. Le camp militaire a subi une «tentative d'infiltration» et des obus ont été lancés sur l'aéroport situé à deux kilomètres de la ville, avait précisé plus tôt le gouvernement de Tombouctou, en affirmant par ailleurs sur Facebook que la situation était «sous contrôle». Une source sécuritaire avait affirmé dans l'après-midi à l'AFP que les opérations dans le camp étaient «déjà terminées» et que les assaillants étaient «partout dans la ville». Le Mali est en proie depuis 2012 aux violences de groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et au groupe Etat islamique

(EI). En septembre dernier, les terroristes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) ont revendiqué une attaque d'une rare ampleur qui avait frappé à la fois une caserne de gendarmerie et un aéroport militaire dans la capitale Bamako, plutôt épargnée ces dernières années par les opérations d'envergure. L'attaque de Tombouctou est intervenue au lendemain d'un autre assaut d'ampleur contre l'un des principaux camps de l'armée dans le centre du pays, celui de Boukessi, et dans lequel au moins 30 soldats maliens ont péri, ont indiqué lundi à l'AFP des sources sécuritaires et un élu local, qui ont dit craindre un bilan plus

lourd. «Nos unités sur le terrain rapportent la mort de 30 personnes côté amis (...) Nos hommes se sont battus jusqu'au bout (...)\", a déclaré à l'AFP une source sécuritaire à Bamako, ajoutant que d'autres soldats étaient «portés disparus» depuis l'attaque. Un élu local, sous couvert d'anonymat, a lui fait état «d'au moins 60 militaires tués». Une seconde source sécuritaire malienne interrogée par l'AFP a fait état d'«une soixantaine de victimes» - morts, disparus et pris en otage - du côté des forces maliennes. L'armée malienne avait annoncé dimanche l'attaque du camp de Boukessi, sans donner de bilan.

R.I. AVEC AGENCES

## SAHARA OCCIDENTAL

### La seule solution au conflit est celle prévue par le plan de règlement ONU-OUA

Le ministère sahraoui des Affaires étrangères et des questions africaines a rappelé, lundi, que l'unique solution au conflit au Sahara occidental est celle basée sur le plan de règlement adopté conjointement par l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine (OUA-actuellement Union africaine), déplorant la nouvelle position du Royaume-Uni en faveur du prétendu plan d'autonomie proposé par le Maroc. Le ministère sahraoui a indiqué avoir «pris connaissance du communiqué conjoint entre le Royaume-Uni et le Maroc, notamment la partie relative au Sahara occidental», notant, néanmoins, que Londres «explique qu'elle ne reconnaît aucune souveraineté à l'occupant marocain sur le Sahara occidental». Il a également précisé que le Royaume-Uni a insisté de nouveau sur «l'importance d'un ordre mondial basé sur les principes fondamentaux de la Charte des Nations unies, tout en soutenant le principe de l'autodétermination» des peuples. «La seule solution possible est celle basée sur un consensus pratique et raisonnable, à savoir le plan de règlement conjoint mis au point par l'Organisation des Nations unies et l'Organisation de l'unité africaine, accepté par les deux parties, le Front Polisario et le Maroc en 1988 et approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité en 1990 et 1991», souligne la même source. Toutefois, le ministère sahraoui des Affaires étrangères fait part de son «profond regret» et de sa «déception», car «le Royaume-Uni, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, a choisi ce qui a été baptisé +proposition+ marocaine en

employant des termes à l'opposé de sa posture habituelle vis-à-vis de la question sahraouie, qui n'est autre qu'une question de décolonisation à l'ordre du jour de l'ONU depuis 1963». Le ministère a dit espérer, par ailleurs, voir le Royaume-Uni «user de son influence pour encourager la mise en place d'un processus de paix sérieux concernant le Sahara occidental, mené sous l'égide des Nations unies et donnant la possibilité au peuple sahraoui d'exercer son

droit inaliénable de disposer librement de son avenir sans entraves militaires ou administratives». Le ministère a souligné, une nouvelle fois, que la «proposition» marocaine «n'est rien d'autre qu'une farce et une manœuvre à caractère colonial visant uniquement à légitimer l'occupation illégale du Sahara occidental et à priver son peuple de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance».

APS

## POURPARLERS RUSSO-UKRAINIENS À ISTANBUL

### Moscou ne s'attend à aucune «avancée» rapide

Pas de solution «immédiate» à l'horizon: le Kremlin a écarté mardi tout règlement à court terme du conflit armé en Ukraine, au lendemain de nouveaux pourparlers russo-ukrainiens peu fructueux à Istanbul. «Il serait erroné d'attendre des décisions et des avancées immédiates», a tranché mardi le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov. «La question du règlement est extrêmement complexe et comporte de nombreuses nuances», a-t-il ajouté, rappelant que Moscou souhaitait avant tout «éliminer les causes

profondes du conflit» pour parvenir à la paix. Lundi, Russes et Ukrainiens se sont retrouvés pour une deuxième fois en deux semaines en Turquie pour des discussions de paix directes, sous médiation turque. Russes et Ukrainiens ont convenu, à l'issue de ces discussions, d'échanger tous leurs prisonniers de guerre de moins de 25 ans ou grièvement blessés, ainsi que des milliers de corps de soldats tués. En revanche, les exigences de chaque camp, sur le fond, semblent toujours aussi inconciliables. La délégation russe a remis aux Ukrainiens un mémorandum, publié par les agences

de presse russes. Moscou y demande à Kiev de retirer ses troupes des quatre régions d'Ukraine dont la Russie revendique l'annexion, avant tout cessez-le-feu global. Ces conditions sont inacceptables pour l'Ukraine, qui veut un retrait pur et simple des troupes russes de son territoire, ainsi que des garanties de sécurité concrètes, appuyées par les Occidentaux, comme la protection de l'Otan ou la présence de troupes occidentales sur le terrain, ce que Moscou exclut totalement.

R.I. avec agences

## PATRIMOINE

# Le dossier des itinéraires culturels numides à l'Unesco

Le mausolée de Syphax constitue l'un des témoins architecturaux les plus remarquables de l'époque numide en Afrique du Nord.

Le ministre de la Culture et des Arts, Zoheir Bellalou, a annoncé lundi à Aïn Temouchent le dépôt du dossier des itinéraires culturels des mausolées funéraires et tombes numides auprès de l'UNESCO pour inscription au patrimoine mondial. Cette démarche ambitieuse vise à faire reconnaître à l'échelle planétaire l'exceptionnelle richesse archéologique de l'Algérie antique et à valoriser l'héritage de la civilisation berbère. « La wilaya d'Aïn Temouchent est concernée par ce dossier à travers le mausolée du roi Syphax », a souligné le ministre, mettant en avant l'importance stratégique de ce site dans la candidature nationale.

Cette initiative s'inscrit dans une politique culturelle globale qui reconnaît le potentiel touristique et scientifique considérable de ces vestiges historiques. Le mausolée de Syphax, situé dans la commune de l'Emir Abdelkader, constitue l'un des témoins architecturaux les plus remarquables de l'époque numide en Afrique du Nord. Ce monument funéraire, dédié au roi des Masasyles qui régna au III<sup>e</sup> siècle avant J.-C., représente un patrimoine archéologique d'une valeur inestimable, tant par son état

de conservation que par sa signification historique dans l'histoire de la résistance berbère face à l'expansion romaine.

La visite ministérielle au village de Beni Ghanem a permis de constater l'achèvement des travaux d'urgence de conservation du mausolée royal. Lors de cette étape, Zoheir Bellalou a reçu deux présentations techniques approfondies : la première concernant l'étude des travaux d'intervention préventive sur le site de Syphax, la seconde relative au plan de protection du site archéologique de Siga, récemment approuvé par l'Assemblée populaire de wilaya. Ces mesures témoignent d'une approche intégrée qui associe protection patrimoniale et développement économique local, plaçant la valorisation du patrimoine historique au cœur des stratégies de développement territorial.

Le ministre a profité de cette visite pour donner des instructions précises aux représentants de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés et à la direction de la culture de la wilaya. Il a notamment insisté sur la nécessité d'achever l'inventaire du patrimoine culturel matériel présent sur le territoire de la wilaya et de

préparer les dossiers de classement, notamment pour le site d'Aghbal, comme étape d'urgence visant à l'intégrer dans les circuits touristiques ». Cette démarche méthodique vise à constituer un corpus exhaustif des richesses patrimoniales locales pour optimiser leur protection juridique et leur valorisation touristique.

## Patrimoine immatériel

L'approche du ministère ne se limite pas au patrimoine matériel. Zoheir Bellalou a également souligné « la nécessité d'inventorier le patrimoine culturel immatériel, dans le but d'enrichir la banque de données nationale spécialisée dans cette catégorie de patrimoine, contribuant ainsi à sa préservation et sa valorisation ». Cette vision globale reconnaît l'importance des traditions orales, des pratiques artisanales et des expressions culturelles populaires comme composantes essentielles de l'identité culturelle algérienne. La stratégie culturelle pour la wilaya d'Aïn Temouchent s'articule autour d'un calendrier d'événements ambitieux. Le ministre a confirmé l'organisation du Festival culturel national des marionnettes Garagouz en août prochain, accompagné d'un événement national dédié aux formations de cuivres et d'un atelier national



Une démarche pour préserver les mausolées royaux numides. (Photo DR)

consacré à l'intégration des biens culturels et du patrimoine naturel dans la dynamique touristique de la wilaya, en coordination avec les secteurs du tourisme et de l'environnement. « Au vu du potentiel culturel et patrimonial de la wilaya, un atelier national sera organisé avant la fin de l'année en cours pour valoriser l'ensemble des éléments culturels et en faire des ressources profitables au développement culturel et touristique de la région », a-t-il précisé. La dimension immatérielle du patrimoine n'est pas négligée dans cette approche globale. Le

ministre a donné des instructions à la bibliothèque principale de lecture publique pour « organiser une rencontre nationale spécialisée dans les conteurs traditionnels et travailler à la documentation de ce patrimoine oral authentique qui fait la renommée de la région, dans le cadre de la préservation de la mémoire populaire et de la valorisation de la création orale dans le paysage culturel national ». Cette initiative répond à l'urgence de sauvegarder les traditions orales menacées par les mutations sociales contemporaines.

MOHAND SEGHIR

## NOUVELLE TENTATIVE MAROCAINE D'APPROPRIATION DU CAFTAN

### L'Association nationale «Tourath Djazairna» lance un appel urgent à la mobilisation

L'Association nationale «Tourath Djazairna» a lancé dimanche un appel urgent à la mobilisation face à une nouvelle tentative d'appropriation culturelle marocaine du patrimoine algérien, suite au dépôt par le Maroc d'un dossier visant à faire inscrire ce qu'il appelle le «caftan marocain» au patrimoine culturel immatériel de l'humanité auprès de l'UNESCO.

L'association souligne que c'est une «nouvelle tentative d'usurpation et d'appropriation illégale» d'un élément du patrimoine vestimentaire «national, authentique et ancestral». «Tourath Djazairna» rappelle avec force que le caftan, dans sa remarquable diversité régionale, est porté en Algérie depuis des siècles, particulièrement dans les villes historiques comme Tlemcen et dans le Grand Est algérien. Cette tradition vestimentaire séculaire témoigne de la richesse du savoir-faire artisanal algérien et de l'ancrage profond de ce vêtement dans la culture populaire nationale. L'association souligne que cette appropriation s'inscrit dans «l'entêtement de ce pays à vouloir faire reconnaître le caftan comme un patrimoine exclusivement marocain», une démarche inacceptable. Face à cette situation, l'association a lancé une pétition électronique adressée à l'Unesco et ouverte aux signatures jusqu'au 30 novembre 2025, appelant à une mobilisation massive des défenseurs du patrimoine national. Cet appel urgent s'adresse particulièrement aux historiens, chercheurs, universitaires, artistes et membres d'associations culturelles et de protection du patrimoine, invités à «s'unir pour défendre le patrimoine national contre cette

tentative d'appropriation culturelle». L'initiative vise à rassembler un maximum de soutiens pour faire entendre la voix de l'Algérie dans les instances internationales et contrer efficacement la candidature marocaine. L'association exhorte également les organisations officielles et les collectifs associatifs à prendre leurs responsabilités dans cette «bataille civilisationnelle». Elle les appelle à préparer des pétitions officielles au nom de leurs organisations, exprimant leur refus catégorique de cette candidature et affirmant l'algérianité des éléments patrimoniaux concernés. Ces documents peuvent être transmis directement à l'association, qui se charge de les acheminer vers les autorités compétentes, créant ainsi une chaîne de solidarité institutionnelle

face à cette menace patrimoniale. Cette mobilisation intervient alors que l'Algérie a elle-même déposé auprès de l'UNESCO un dossier de candidature pour l'inscription du costume féminin de cérémonie dans le Grand Est algérien. Ce dossier, souligne l'association, «met en lumière une tradition vestimentaire et artisanale exceptionnelle» et «témoigne de la richesse du patrimoine culturel féminin algérien». Il comprend une liste exhaustive de costumes emblématiques tels que la gandoura, le caftan et la mlehfa, démontrant la diversité et la spécificité de l'héritage vestimentaire algérien. La nouvelle démarche marocaine s'inscrit dans une série de tentatives d'appropriation des éléments de l'identité algérienne par le Maroc. Le couscous, la musique raï, ou encore

certains éléments ornementaux de l'architecture comme le zellige ont fait l'objet de tentatives similaires. L'urgence de cette mobilisation tient au calendrier des procédures UNESCO et à l'impact potentiel d'une reconnaissance internationale du «caftan marocain» sur l'industrie artisanale et touristique algérienne. L'association «Tourath Djazairna» insiste sur le caractère crucial de cette mobilisation, déclarant que «le temps nous presse et notre solidarité est notre force». Elle appelle à «une position unie pour défendre notre histoire et notre identité culturelle», soulignant que cette bataille dépasse le simple cadre vestimentaire pour toucher aux fondements même de l'identité nationale.

MOHAND S.

## LÉGENDE DU THÉÂTRE ARABE

### Disparition de l'actrice égyptienne Samiha Ayoub

La grande dame du théâtre arabe s'est éteinte mardi à l'âge de 93 ans. Samiha Ayoub, surnommée «la Dame du théâtre arabe», laisse derrière elle un patrimoine artistique exceptionnel qui a marqué profondément la scène culturelle du monde arabe pendant près de huit décennies. Née en 1932, cette actrice égyptienne emblématique avait débuté sa carrière en 1947, s'imposant rapidement comme une figure incontournable des arts dramatiques arabes. Son parcours artistique remarquable l'a menée à interpréter plus de cent pièces théâtrales, parmi

lesquelles des œuvres devenues des classiques comme «Sikkat al-Salama», «Al-Sabbanessa», «Rabi'a al-Adawiyya», «Des larmes sur le rideau de la Kaaba», «La Chute du Pharaon» et «Le Jeune Mehran». Si elle a également brillé au cinéma et à la télévision, c'est sur les planches qu'elle a révélé tout son génie artistique, incarnant des personnages mémorables qui ont façonné l'imaginaire théâtral arabe contemporain. Son jeu d'actrice, alliant finesse psychologique et puissance dramatique, lui a valu la reconnaissance unanime de ses pairs et l'admiration de générations de spectateurs. Formée à l'école du théâtre

classique arabe, elle a su évoluer avec son époque tout en préservant l'authenticité de l'art dramatique traditionnel. Son influence sur le développement du théâtre arabe moderne est considérable, ayant inspiré de nombreux artistes et contribué à l'émergence d'une nouvelle génération d'acteurs. La disparition de Samiha Ayoub marque la fin d'une époque dorée du théâtre arabe et constitue une perte immense pour le patrimoine culturel du monde arabe, privé de l'une de ses voix les plus authentiques et les plus respectées.

R.C.

## Tennis 16 jeunes joueurs en stage de sélection à Alger

Seize (jeunes tennismen algériens (8 garçons et 8 filles), relevant de la catégories des moins de douze ans, ont été convoqués pour un stage du 9 au 12 juin à Alger, pour dégager la liste finale des éléments qui représenteront les couleurs nationales lors des échéances internationales à venir, a appris l'APS mardi auprès de la Fédération (FAT). Parmi ces compétitions, les Championnats arabes de la catégorie, prévus en juin, et les Championnats d'Afrique par équipes, qui se dérouleront au mois de juillet, a-t-on détaillé de même source. «Le Directeur technique national a fait appel aux joueurs ayant le meilleur classement selon les trois étapes du circuit fédéral U12 (Tableau simple), conformément aux critères arrêtés par la DTN», a-t-on encore expliqué.

## Volley / Nationale 1 messieurs Le MC Alger domine la JSC Ouled Aduane

Le MC Alger a battu la JSC Ouled Aduane 3-0 (22-25, 23-25, 22-25) en match comptant pour la première journée du tournoi «Carré d'As» du championnat d'Algérie de volley-ball, Nationale 1 messieurs, disputé lundi à la nouvelle Arena de Jijel. Le deuxième match au programme de la journée inaugurale du tournoi, opposera le WA Tlemcen et l'ES Tadjenanet (18h00). Quatre équipes, le WA Tlemcen (tenant), la JSC Ouled Aduane, le MC Alger et l'ES Tadjenanet en découdront durant les trois journées de compétition, pour décrocher une place en finale, programmée le mardi 17 juin à la salle Harcha-Hacène d'Alger. A l'issue du tournoi «Carré d'As», qui se jouera en formule «aller simple», le premier et le deuxième joueront la finale pour le titre de champion d'Algérie de la saison 2024/2025.

## JEUX SCOLAIRES AFRICAINS

# 3500 jeunes athlètes attendus

L'Algérie s'apprête à accueillir un événement historique dans le développement du sport scolaire continental en organisant la première édition des Jeux Scolaires Africains du 25 juillet au 5 août prochain. L'événement, placée sous le haut patronage du président Abdelmadjid Tebboune, réunira environ 3500 jeunes écoliers représentant 22 pays africains dans quatre villes : Constantine, Annaba, Skikda et Sétif.

Lors d'une conférence de presse organisée par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens à Alger, le président du Comité d'organisation, Amar Brahmia, a détaillé l'ampleur de cet événement continental. «Suivant nos prévisions, 3500 jeunes athlètes, représentant 22 pays et conduits par près de 1000 encadreurs, devraient participer à ces jeux scolaires africains. L'Algérie a pris toutes ses dispositions dans ce sens. Elle est d'ailleurs prête à accueillir jusqu'à 4000 athlètes, en mettant à leurs disposition tous les moyens humains et matériels nécessaires», a-t-il précisé, soulignant la capacité d'adaptation du dispositif organisationnel. Cette compétition inédite, organisée sous l'égide de l'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA) et en collaboration avec la Fédération Internationale du Sport Scolaire (FISS), s'adresse aux jeunes athlètes nés entre 2008 et 2011, avec une priorité accordée à la tranche d'âge 2008-2009. Le programme sportif ambitieux comprend 25 disciplines variées, allant des sports traditionnels comme l'athlétisme, la natation, le football

et le judo, aux disciplines plus modernes telles que le skateboard, le beach-volley et le basketball 3x3, reflétant l'évolution du paysage sportif contemporain. L'engagement financier de l'Algérie constitue un aspect remarquable de cette organisation. Comme l'avait annoncé Brahmia lors d'une précédente conférence de presse tenue le 20 mai à Baraki, la participation sera entièrement gratuite pour l'ensemble des pays participants. Cette décision stratégique vise à lever les barrières financières qui pourraient empêcher certaines nations de participer. L'Algérie va plus loin en étudiant actuellement la possibilité d'affréter des vols à prix réduits pour permettre aux athlètes issus des pays les plus démunis de disputer la compétition, illustrant sa volonté d'inclusivité continentale. La coopération territoriale s'avère exemplaire selon les déclarations du président du comité d'organisation. «Ils nous ont été très coopératifs et nous ont facilité la tâche, en s'engageant à tout mettre en œuvre pour la réussite de cet événement», a-t-il affirmé concernant les discussions menées avec les



L'Algérie accueillera la première édition de ces Jeux. (Photo DR)

Walis des quatre villes hôtes. Cette synergie entre l'organisation centrale et les autorités locales garantit une coordination optimale pour l'accueil des délégations internationales. Cependant, l'organisation doit composer avec les contraintes réglementaires internationales. «J'ai le regret d'annoncer que les épreuves qui ne présentent suffisamment d'engagés devront être annulées, comme stipulé dans les règlements de la Fédération Internationale du Sport Scolaire. À ce propos, et suivant nos premières estimations, il semblerait que deux épreuves devront être annulées», a précisé Brahmia, illustrant les défis logistiques inhérents à une première édition continentale. Pour les sports collectifs, le système de qualification respecte l'organisation

géographique africaine avec la possibilité pour chacune des sept zones de l'ACNOA de qualifier deux équipes nationales, assurant une représentation équilibrée du continent. Au-delà de la dimension compétitive, ces jeux ambitionnent de promouvoir les valeurs éducatives et citoyennes du sport, de révéler les futurs talents africains et de renforcer la coopération sportive entre les nations du continent. Cette première édition démontre la capacité de l'Algérie à organiser de grandes manifestations internationales tout en s'inscrivant dans une démarche de développement du sport scolaire africain, posant potentiellement les fondements d'un rendez-vous continental régulier pour la jeunesse sportive africaine.

MONCEF D.

## BASKET

# Ali Bouziane lance son opération reconquête !

La renaissance du basketball algérien commence maintenant ! Ali Bouziane, le nouveau sélectionneur national, vient de dévoiler sa première liste de convoqués et elle fait déjà sensation dans le petit monde de la balle orange algérienne. Vingt joueurs triés sur le volet ont reçu l'appel du patron pour un stage de préparation crucial qui se déroulera du 18 au 26 juin à Alger. L'ancien international de 47 ans, fraîchement débarqué du championnat français Pro B où il dirigeait Denain Voltaire, a visiblement les idées claires sur la marche à suivre pour remettre le Cinq national sur orbite. Le rendez-vous est donné le 18 juin à partir de 17h00 à l'École Supérieure de l'Hôtellerie et de Restauration d'Aïn-Bénian, qui servira de quartier général à cette ambitieuse opération reconquête. Bouziane ne sera pas seul dans cette mission de la dernière chance puisque la Fédération algérienne de basketball lui a offert un staff technique de qualité. À ses côtés, on retrouvera les entraîneurs adjoints Réda Hachemi et Monoem Aoun, le préparateur physique Mehdi Datoussaïd et le kinésithérapeute Islam Didouche. Une équipe soudée et expérimentée qui devra rapidement créer une alchimie avec ce groupe hétéroclite mais prometteur. Car la liste dévoilée par le sélectionneur témoigne d'une approche ambitieuse mêlant expérience internationale et talent local. Parmi les vingt élus, plusieurs professionnels qui font leurs armes à l'étranger ont répondu présent à l'appel de

la patrie. Tommy Ghezala depuis Evreux en France, Nadyr Labouze qui évolue à Quimper, Sofiane Briki de Saint-Chamond, mais aussi Ryad West depuis le Royaume-Uni, Marvyn Sirkis du Liban et Mohamed Harat des Émirats Arabes Unis apporteront leur expérience du haut niveau international. Cette diaspora basketballistique algérienne constitue un atout précieux pour Bouziane qui pourra s'appuyer sur des joueurs aguerris aux méthodes modernes et rompus aux exigences du professionnalisme. Mais le nouveau boss n'a pas oublié le réservoir local et a fait confiance aux meilleurs éléments de la Super-Division nationale. Le MC Alger place logiquement plusieurs de ses pions avec Ramzi Merahi et Touhami Ghezzoul, tandis que l'USM Alger sera représentée par Laâmour Merahi. Le NB Staouéli fait également bonne figure avec quatre joueurs convoqués : Chakib Sedoud, Zakaria Matoub, Mohamed Boussaâd et Amine Bensalah. Le WO Boufariq n'est pas en reste avec cinq représentants dont Abdelhak Henna, Kaddour Metidji, Oussama Chebel et Rabah Zitoun. Cette représentation équilibrée des principaux clubs de l'élite nationale témoigne de la volonté de Bouziane de créer une vraie dynamique collective autour de l'équipe nationale. L'enjeu est de taille pour le nouveau sélectionneur qui hérite d'un chantier colossal. Depuis 2015, l'Algérie a disparu des radars continentaux en manquant tous les Afro-Basket, une absence

qui fait mal au cœur des supporters de la première heure. Pourtant, le basketball algérien a connu ses heures de gloire pas si lointaines. La médaille d'argent à l'Afro-Basket 2001 et surtout la qualification historique pour le Mondial 2002 à Indianapolis restent gravées dans la mémoire collective. Sans oublier ce magnifique titre de champion arabe en 2005 qui avait électrisé tout un pays. Bouziane connaît parfaitement ces références puisqu'il a lui-même porté le maillot national avec fierté durant sa carrière de joueur. Cette expérience du plus haut niveau international sera un atout précieux pour transmettre sa passion et ses exigences à cette nouvelle génération. Le stage de juin représente donc bien plus qu'une simple préparation physique et technique. Il s'agit du premier test grandeur nature pour évaluer le potentiel de ce groupe et commencer à instaurer une nouvelle culture de la gagne. Bouziane devra rapidement identifier ses cadres, définir son style de jeu et créer une cohésion d'équipe indispensable pour espérer retrouver le chemin du succès. Les prochaines échéances officielles approchent à grands pas et l'Algérie ne peut plus se permettre de manquer le train continental. La concurrence africaine s'est considérablement renforcée ces dernières années et il faudra hausser le niveau pour espérer retrouver une place parmi les nations qui comptent sur le continent.

M. D.

## LES VERTS AU COMPLET AU CTN

## L'armada de Petkovic fin-prête !

Ça y est, la machine verte est en marche ! Vladimir Petkovic peut enfin souffler et arborer son plus beau sourire : tous ses guerriers sont désormais réunis au Centre technique national de Sidi Moussa.

Après un week-end d'arrivées échelonnées, le sélectionneur national dispose maintenant de ses 29 joueurs au grand complet pour préparer les deux alléchants matchs amicaux qui attendent l'Algérie face au Rwanda et la Suède. L'effervescence était palpable lundi au CTN avec l'arrivée du dernier contingent, composé de véritables stars du football algérien et international. Quelle brochette ! Le capitaine Ryad Mahrez, l'incontournable latéral Ramy Bensabaïni, le prometteur Farès Chaïbi, le métronome Ismaël Bennacer, l'électrisant Amine Gouiri, l'imprévisible Youcef Belaïli, le solide Rayan Aït-Nouri, l'expérimenté Jaouen Hadjam, la pépite Anis Hadj Moussa, Mohamed Amine Tougaï et le gardien Alexis Guendouz ont tous rallié la capitale pour rejoindre leurs coéquipiers déjà présents depuis le week-end. Petkovic, qui



Les derniers Fennecs sont arrivés lundi à Sidi Moussa. (Photo DR)

avait dirigé dimanche soir sa première séance d'entraînement avec un effectif réduit, peut désormais travailler avec l'ensemble de son groupe et peaufiner ses plans tactiques. Le technicien suisse-bosnien a maintenant une semaine complète pour harmoniser son équipe et tester différentes combinaisons avant les échéances importantes qui se profilent à l'horizon. Le programme s'annonce corsé mais passionnant pour les Fennecs. Premier rendez-vous jeudi à Constantine où les Verts recevront le Rwanda au mythique stade Chahid-Hamlaoui. Petite modification dans l'organisation puisque la Fédération algérienne

de football a annoncé lundi que le coup d'envoi de cette rencontre a été avancé à 17h00, soit une heure plus tôt que prévu initialement. «Le début du match amical face au Rwanda a été avancé à 17h00, pour des raisons organisationnelles», précise le communiqué de la FAF. Après cette première confrontation contre les Amavubi rwandais, cap sur la Scandinavie ! Les protégés de Petkovic s'envoleront pour la Suède où ils défieront mardi 10 juin les Blagult à la Strawberry Arena de Solna, près de Stockholm, à 18h00 heure algérienne. Un défi de taille contre une sélection suédoise toujours redoutable sur ses terres et

qui ne manquera pas de poser des problèmes tactiques intéressants aux Algériens. Ces deux rencontres amicales revêtent une importance particulière dans la planification de Petkovic puisqu'elles s'inscrivent dans le cadre des préparatifs en vue de la reprise des qualifications pour la Coupe du monde 2026. En septembre prochain, les Verts retrouveront en effet le chemin des éliminatoires avec deux matches cruciaux au programme : la réception du Botswana à domicile puis un déplacement périlleux en Guinée. L'Algérie aborde cette phase avec confiance puisqu'elle occupe actuellement la position de leader de son groupe qualificatif avec 15 points au compteur, soit trois longueurs d'avance sur son poursuivant direct, le Mozambique, au terme de la sixième journée disputée en mars dernier. Cette position de force donne une marge de manœuvre appréciable à Petkovic pour expérimenter et intégrer de nouveaux éléments dans son dispositif. Les deux amicaux à venir constituent donc une opportunité en or pour le sélectionneur de tester différentes options, d'évaluer la forme de ses cadres et de permettre à certains joueurs de se montrer sous leurs meilleurs atours. Entre la jeunesse bouillonnante et l'expérience des anciens, l'équipe nationale semble avoir trouvé le bon équilibre pour viser haut dans cette campagne qualificative.

MONCEF DAHLEB

## TRANSFERTS

## Manchester City passe à l'offensive pour Aït Nouri

Le mercato estival s'annonce bouillant du côté de l'Etihad Stadium ! Manchester City, qui a terminé troisième de Premier League cette saison, vient d'enclencher la vitesse supérieure pour s'offrir l'un des joyaux du championnat anglais en la personne de Rayan Aït-Nouri. Le latéral gauche algérien de Wolverhampton fait tourner les têtes chez les Skyblues et Pep Guardiola semble avoir flashé sur le profil du défenseur de 23 ans. Selon les informations révélées par Foot Mercato, les dirigeants mancuniens ont officiellement entamé les discussions avec les Wolves et l'entourage du joueur pour tenter de boucler ce transfert qui pourrait faire sensation. Véritable pilier de Wolverhampton avec pas moins de 157 matches disputés sous le maillot doré et noir, Aït-Nouri n'était pourtant pas considéré comme un élément sur le départ par sa direction. Mais quand Pep Guardiola vous met dans son viseur, difficile de résister aux sirènes de l'un des clubs les plus prestigieux au monde ! L'entraîneur catalan, réputé pour son œil affûté dans le recrutement de jeunes talents, aurait été séduit par les qualités techniques et athlétiques de l'international algérien. Et pour cause, les statistiques de la saison écoulée plaident large-

ment en faveur du natif de Montreuil. Avec 4 buts et 7 passes décisives au compteur toutes compétitions confondues, sans compter ses performances remarquables dans les duels gagnés et les dribbles réussis, Aït-Nouri s'est imposé comme l'un des latéraux gauches les plus performants du championnat anglais, particulièrement impressionnant dans la catégorie des moins de 23 ans à l'échelle européenne. Manchester City, qui avait déjà sorti le chèque l'hiver dernier avec plus de 250 millions d'euros investis, compte bien poursuivre sa politique de rajeunissement et de renforcement de l'effectif. Le besoin au poste de latéral gauche est d'ailleurs criant dans l'effectif de Guardiola. Le Croate Josko Gvardiol a souvent été repositionné dans l'axe central cette saison, tandis que Nathan Aké n'a pas totalement convaincu à ce poste, laissant un vide tactique qui pourrait parfaitement combler le dynamique défenseur algérien. L'histoire d'amour entre Aït-Nouri et Wolverhampton avait débuté en octobre 2020 sous la forme d'un prêt en provenance d'Angers SCO. Ses performances avaient rapidement conquis les dirigeants anglais qui n'avaient pas hésité à lever l'option d'achat pour lui faire signer un

contrat de cinq saisons en juillet 2021. Depuis, l'ancien pensionnaire de Ligue 1 française n'a cessé de progresser et de s'imposer comme un titulaire indiscutable dans le dispositif de Wolverhampton. Interrogé à son arrivée en Algérie où il rejoint la sélection nationale pour les deux matchs amicaux face au Rwanda et à la Suède, Aït-Nouri a maintenu le suspense concernant son avenir. Le joueur, concentré sur ses obligations internationales, s'est montré diplomatique face aux questions des journalistes. «Je me concentre sur la sélection. On verra. Le plus important, ce sont les deux matchs que nous allons jouer avec la sélection», a-t-il déclaré, avant d'ajouter avec un sourire entendu : «Tout le monde sait que Pep Guardiola est un grand coach». Cette dernière phrase pourrait bien être révélatrice des ambitions secrètes du défenseur qui, à 23 ans seulement, a encore de belles années devant lui pour franchir un cap supplémentaire dans sa carrière. Un transfert vers Manchester City représenterait évidemment un bond en avant considérable pour le joueur, lui offrant l'opportunité de disputer la Ligue des Champions et de se frotter aux plus grands joueurs de la planète.

M. DAHLEB

## Ligue 1 française

## L'OM veut revoir à la baisse l'option d'achat de Bennacer

L'Olympique Marseille, 2e au classement final de la Ligue 1 française de football 2024-2025, a jugé «trop élevé» le montant de l'option d'achat du milieu de terrain international algérien, Ismaël Bennacer, arrivé en janvier dernier à titre de prêt, en provenance de l'AC Milan (Italie), a indiqué le quotidien La Provence. L'avenir de Bennacer (27 ans) à l'Olympique de Marseille demeure toujours incertain. Prêté par le club lombard avec une option d'achat fixée à 12 millions d'euros, il pourrait quitter le club marseillais cet été. Titularisé à huit reprises en Ligue 1 par l'entraîneur italien Roberto De Zerbi, Bennacer a été freiné par des blessures et n'a inscrit aucun

but, délivrant 2 passes décisives en 12 apparitions. «Des discussions seraient envisagées entre l'OM et l'AC Milan pour revoir les modalités du deal à la baisse. «Tout est ouvert», selon La Provence. En cas d'échec des négociations, Bennacer retournerait à Milan, où le italien Massimiliano Allegri a récemment été nommé sur le banc, en remplacement du Portugais Sergio Conceição. Le joueur a rallié Alger ce lundi matin, pour intégrer le stage de l'équipe nationale à Sidi Moussa, en vue des deux matchs amicaux, devant le Rwanda, le 5 juin à Constantine, et cinq jours plus tard face à la Suède, à Solna (18h00, heure algérienne).

## Inter-Régions

## Les onze nouveaux promus connus

Onze clubs de la Division Régionale de football ont décroché leur accession en Division Inter-Régions à l'issue de l'exercice 2024-2025 et leur montée a été actée par le Bureau Fédéral de la Fédération algérienne de football, à l'issue de sa dernière réunion à Oran. Il s'agit du WB Aïn Bénian (Ligue d'Alger), le Chabab El Milia (Ligue de Constantine), Amel Bir Bouhouche (Ligue d'Annaba), l'Académie de Médéa (Ligue de Blida), Fawz Frenda (Ligue de Saïda), l'Union El Hemassia et l'Union Aflou (Ligue de Ouargla), le Chabab Timimoun et le Club des Jeunes Talents d'El Kheither (Ligue de Bêchar), Union Sidi M'hamed Ben Ali (Ligue d'Oran) et le Chabab Kaïs (Ligue de Batna). Lors de la prochaine saison (2025-2026), ces clubs évolueront dans l'un des six groupes de la Division Inter-Régions, chacun suivant sa localisation géographique.

## Atlético Madrid

## Koke prolonge d'un an son contrat

Le milieu et capitaine emblématique de l'Atlético Madrid Jorge Resurrección, dit Koke, a prolongé son contrat d'un an jusqu'au 30 juin 2026, a annoncé le club de Liga lundi soir. «Le contrat de notre capitaine prévoit un renouvellement annuel à la fin de chaque saison, que les deux parties ont décidé d'activer», indique le club dans un communiqué sur son site internet. Le joueur de 33 ans évolue sous le maillot rouge et blanc des Colchoneros depuis septembre 2009 et compte depuis quelques 681 matches, ce qui en fait le joueur le plus capé du club. Il compte 69 sélections avec la Roja. Koke est également l'un des joueurs les plus titrés de l'histoire de l'Atlético de Madrid, avec lequel il a remporté huit titres : deux Liga (2014, 2021), une Coupe du Roi (2013), trois Ligues Europa (2010, 2012, 2018), trois Supercoups d'Europe (2010, 2012, 2018) et une Supercoupe d'Espagne (2014). Il a perdu deux finales de Ligue des Champions, à chaque fois contre le rival madrilène, le Real.

DERNIER JOUR DES ÉPREUVES DU BEM

## Deux fraudeurs mis en détention

Les mesures de lutte contre la fraude aux examens nationaux ont été renforcées. Dans ce sens, le tribunal de Merouana dans la wilaya de Batna a placé deux individus en détention provisoire pour avoir tenté de porter atteinte à l'intégrité des épreuves du Brevet d'enseignement moyen. Cette décision judiciaire témoigne de la fermeté des autorités face aux tentatives de détournement des examens officiels qui constituent un pilier du système éducatif national. «Conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Merouana informe l'opinion publique que dans le cadre de la lutte contre les crimes portant atteinte à l'intégrité des examens, un candidat répondant aux initiales R.A.O a été pris en flagrant délit de fraude, en date du 1 juin 2025, lorsqu'il passait l'épreuve de la langue arabe à l'examen du BEM, en utilisant une oreillette Bluetooth et une carte électronique dotée d'une puce SIM, avec l'aide du dénommé T.S, afin de lui fournir à distance les réponses aux questions posées», précise le communiqué officiel du procureur. Cette affaire révèle la sophistication croissante des moyens utilisés par les fraudeurs pour contourner les dispositifs de surveillance mis en place lors des examens nationaux. L'utilisation d'une oreillette Bluetooth couplée à une carte électronique équipée d'une puce SIM démontre une préméditation certaine et une organisation méthodique visant à compromettre l'équité des épreuves. Le procureur a poursuivi son exposé des faits en précisant que «en date du 2 juin, les suspects ont été présentés et poursuivis pour délit d'atteinte à l'intégrité des examens, en tentant de faire fuiter les sujets pendant les épreuves de l'examen du BEM à l'aide de moyens de communication à distance, puis ils ont été déferés devant le tribunal conformément à la procédure de comparution immédiate». La tentative de fuite des sujets d'examen constitue un délit particulièrement grave car elle peut compromettre l'ensemble du processus d'évaluation et nécessiter la reprogrammation des épreuves, causant ainsi un préjudice considérable à tous les autres candidats honnêtes. «Après leur comparution devant le juge, ce dernier a ordonné l'ajournement de l'affaire au 9 juin 2025, à la demande du premier accusé afin qu'il puisse préparer sa défense, ainsi que le placement des deux mis en cause en détention provisoire», conclut le communiqué du procureur. Cette décision de placement en détention provisoire témoigne de la sévérité avec laquelle la justice traite désormais les tentatives de fraude aux examens nationaux, considérées comme des atteintes graves à l'intégrité du système éducatif. Cette affaire intervient alors que les candidats au BEM ont achevé mardi l'examen avec le troisième et dernier jour d'épreuves à travers l'ensemble des wilayas du pays. Au programme de cette dernière journée figuraient les épreuves de français et de sciences naturelles le matin, tandis que l'après-midi sera consacré à l'épreuve optionnelle de langue amazighe.

LYNA LARBI



## DERNIÈRES INFOS

### Djezzy : une offre spéciale pour les candidats au Bac

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy a lancé une offre destinée aux candidats au baccalauréat à l'approche des épreuves finales. Cette initiative vise à accompagner les élèves durant leur période de révision intensive en leur garantissant un accès fiable et rapide à Internet via les modems 4G. Djezzy propose deux formules à des tarifs préférentiels pour répondre aux besoins des lycéens. La première formule comprend un modem 4G, une carte SIM Internet et 15 Go valables un mois au prix de 6700 DA au lieu de 8500 DA, soit une réduction de 1800 DA. La seconde formule offre un modem 4G, une carte SIM Internet et 60 Go valables trois mois pour 7200 DA au lieu de 9000 DA, représentant une économie de 1800 DA également. L'opérateur va plus loin en offrant un crédit de 500 DA sur la plateforme Dorouscom dédiée au soutien scolaire à distance, permettant aux élèves d'accéder aux ressources pédagogiques en ligne. Ces offres sont disponibles dans tous les points de vente Djezzy à travers le territoire national et visent à fournir aux candidats une connexion Internet stable et performante, indispensable pour accéder aux plateformes éducatives, participer aux sessions de révision en ligne, interagir dans les groupes d'étude et effectuer leurs recherches scolaires. À travers cette campagne, Djezzy réaffirme son engagement en faveur de la réussite scolaire en mettant à disposition des élèves les outils numériques nécessaires pour affronter cette étape décisive dans les meilleures conditions.

R.N.

### Accidents de la route : 39 morts en une semaine

Trente-neuf personnes sont décédées et 1645 autres ont été blessées dans 1323 accidents de la route, survenus du 25 au 31 mai à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif avec 3 morts et 99 blessés, dans 134 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 1157 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas de Chlef (87 incendies), Alger (79) et Blida (60). En outre, les secours de Protection civile ont effectué 6998 interventions pour le sauvetage de 440 personnes en situation de danger et l'exécution de 5921 opérations diverses d'assistance.

### Aïd El-Adha : Naftal rassure

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a annoncé, mardi dans un communiqué, que la distribution des carburants et du gaz butane sera assurée normalement à travers tout le territoire national durant les jours de l'Aïd El-Adha. Naftal a indiqué que «la distribution des produits pétroliers sera assurée 24h/24 à travers l'ensemble de ses stations-service et points de vente, comme c'est le cas tout au long de l'année». L'entreprise a également rassuré sa clientèle quant à la disponibilité du gaz butane, «dont la demande est généralement élevée pendant cette fête», affirmant qu'il sera disponible dans tous ses points de vente.

APS



### HORAIRES DES PRIÈRES À ALGER

Fajr.....03:33  
 Chourouk..... 05:31  
 Dhohr..... 12:46  
 Asr..... 16:36  
 Maghreb..... 20:01  
 Icha..... 21:45

## LA MÉTÉO

### PRÉVISIONS À 7 JOURS



Ville	Dim	Lun	Mardi	Merc	Jeu	ven	sam
Alger	27/16°	33/18°	29/19°	29/21°	27/19°	28/19°	28/19°
Oran	28/19°	27/18°	28/19°	27/20°	27/18°	27/19°	27/19°
Constantine	33/14°	35/17°	36/18°	32/19°	34/19°	35/17°	37/18°
Annaba	28/18°	32/20°	35/23°	28/20°	27/19°	27/19°	26/19°
Timimoun	36/24°	36/22°	38/22°	39/24°	42/27°	42/30°	41/29°
Tamanrasset	33/21°	33/19°	33/20°	31/19°	34/21°	35/22°	35/23°

# CAP ALGÉRIE.DZ

L'AFRIQUE COMME SI VOUS Y ÉTIEZ

SUIVEZ-NOUS SUR VOTRE QUOTIDIEN ÉLECTRONIQUE

WWW.CAPALGERIE.DZ

Tel/Fax : 00213 20064501 / Email : capalgerie0@gmail.com